L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés, UNISSEZ-VOUS !

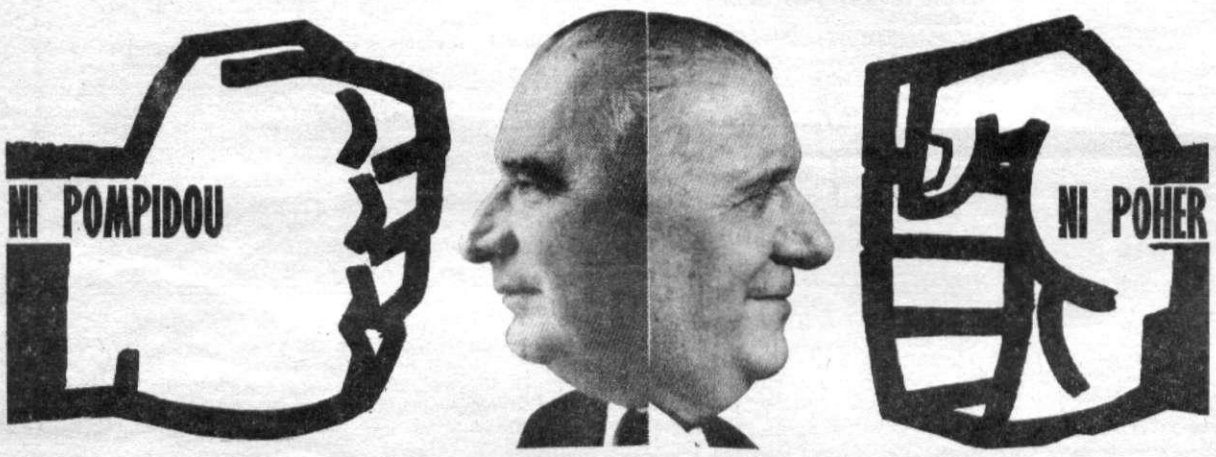
I F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1re ANNEE
JEUDI 12 JUIN 1969
N° 16

UNISSONS-NOUS

contre la nouvelle farce électorale !



LE TROISIÈME ACTE NE RÈGLE RIEN !

Dimanche prochain, le rideau du théâtre politique tombera en France sur le 3e acte de la comédie électorale. Les marxistes-léninistes, une seconde fois, boycotteront les urnes des monopoles et dénonceront avec tous les moyens dont ils disposent, l'écœurante duperie que nous vivons.

Le Printemps 1969 aura dans l'histoire ceci de commun avec le printemps 1968, c'est que notre peuple, notre classe ouvrière auront été coups sur coups trahis et bafoués, non seulement par les hommes de la grande bourgeoisie (ce qui est normal), mais aussi et surtout, et avec subtilité, par les politiciens retors de « l'opposition respectueuse » ; au premier rang desquels le « petit pâtissier » de la vieille garde révisionniste, joua son rôle de « lascard parlementaire » avec un parfait brio.

Le 27 avril consacrait la « victoire » des non et le départ calculé de de Gaulle, qui en apparence se pliait au jeu démocratique des élections. En réalité, tout observateur attentif ou simplement lucide savait que le personnage historique avait les reins brisés depuis les événements du printemps 68. Cependant, les deux camps en présence, adversaires et partisans de ce régime, bien que divisés eux-mêmes, avaient intérêt à compter leurs forces. Ce qui fut fait.

Mais la « victoire » des non n'avait pas un goût de victoire. Encore une fois, ce fut l'état-major révisionniste qui cria le plus fort « à la victoire », comme il sut le faire l'an passé à propos de la « victoire » de Grenelle.

Alors qu'il eut fallu déclancher un vaste mouvement populaire, transformer l'avantage théorique — électoral —, en avantage réel, effectif, dans les masses, les usines, les universités : dénoncer pour le moins la constitution gaulliste ; exiger le départ des domestiques après celui du « maître », en un mot rendre impossible les deux derniers actes de la comédie qui consacrait forcément la victoire de la bourgeoisie, par un remplacement fictif de la tête de l'appareil d'Etat.

Rien de cela ne fut fait, et nous avons expliqué dans l'éditorial précédent que les sept personnages choisis, désignés, adoptés, ou tolérés, par le régime, avaient représenté théoriquement tous les courants politiques de notre peuple, et en fait rendu un service énorme au pouvoir en jouant son jeu au-delà de tout espoir.

Certes, les révisionnistes s'abstiennent enfin au second tour, mais ce n'est pas parce que tel est leur désir, c'est en vérité parce qu'ils y sont contraints et forcés de par leur position de 3e lascard électoral dans le premier tour. En effet, chacun doit comprendre que le rêve doré de l'équipe J. Duclos serait de se maintenir en seconde position, de réaliser six ou sept millions de voix et d'être consacré par les monopoles « opposition privilégiée de monseigneur le Dauphin ».

Le P. « C. » F. qui fut le premier parti de France, est devenu le « premier parti de la Gauche », le « jeu » électoral a fait de lui la 3e formation et l'a surtout consacré comme nouvelle sociale-démocratie, se nourrissant de débris électoraux de la S.F.I.O. Malgré les sons de trompettes officielles, tout cela n'est pas très reluisant et n'aboutit qu'à un « cul-de-sac ». Cela les travailleurs le ressentent au plus profond d'eux-mêmes ; les conversations vont bon train dans les usines et les chantiers et la colère gronde, contre tous les politiciens.

Il faut expliquer, expliquer sans relâche, inlassablement aux masses que la clef de voûte de ces trahisons répétées est dans la collusion de l'impérialisme à deux têtes : **Sovieto-Américain.**

Il faut expliquer sans relâche, inlassablement que le candidat de Brejnev et Kossyguine se nomme **Pompidou,** l'homme des banques, celui pour qui l'on sort la vaisselle d'or des tsars au cours de ses voyages d'affaires au pays de Gogol, celui a qui l'on offre des montres précieuses serties de diamants pour ses anniversaires russes, celui que la nouvelle bourgeoisie russe a déjà adopté depuis longtemps.

(*Suite page* 8).

Moscou :

UNE CONFÉRENCE ANTI-COMMUNISTE ET ANTI-CHINOISE

Les représentants d'une partie des appareils révisionnistes qui s'intitulent « partis communistes et ouvriers », se sont réunis à Moscou du 23 au 30 mai, pour préparer leur conférence internationale convoquée pour le 5 juin .

Des mois de tractations et de conciliabules ont précédé cette « grandiose » réunion préparatoire. Husak à Berlin, Ceausescu à Varsovie, Gretchko à Prague, et, dernier en date, Podgorny à Oulan Bator (Mongolie) et Pyong Yang, capitale de la Corée du Nord, tous ces messieurs se sont efforcés, — avec un succès très limité — d'accorder leurs violons.

Un des passe-temps favoris de la presse bourgeoise est toujours, en pareil cas, de se livrer à des spéculations sur le nombre de partis participants.

Cette fois, ils ont quelque chose à se mettre sous la dent : le Parti « Communiste » Cubain a fait savoir qu'il participerait à ladite conférence, en qualité d'observateur.

Certes, cette participation est significative. A l'heure où l'Argentine est secouée par une vague de lutte révolutionnaire d'une ampleur comparable à notre mai 1968, à l'heure où, au prix de leur sang, travailleurs, paysans et étudiants révolutionnaires de tout le continent latino-américain (y compris la colonie hollandaise de Curaçao, jusque là, « calme ») se dressent contre l'impérialisme yankee et les réactionnaires locaux, le parti de Castro envoie des délégués à la conférence de Moscou. Ces délégués siégeront aux côtés des représentants des Partis « Communistes » d'Amérique latine. Ces partis que même la petite-bourgeoisie et le clergé progressistes latino-américains rejettent et dénoncent comme contre-révolutionnaires !

Rappelons leur trahison ouverte de la lutte armée, notamment au Venezuela, en Bolivie, au Guatemala et ailleurs.

En d'autres temps, Castro lui-même avait dénoncé cette ligne continue de soutien aux oligarchies pro-yankees.

Le 5 juin, ses représentants siégeront pourtant aux côtés de ceux de ces cliques contre-révolutionnaires.

Cela n'aura certes, aucune influence sur la montée révolutionnaire en Amérique latine, car les dirigeants cubains perdent tout poids politique en s'alignant sur les révisionnistes russes et leurs clients.

Mais l'addition de 65 ou 70 partis révisionnistes ne suffit pas à faire un « Front Uni ».

Durant la dernière période, en effet, les divergences entre appareils révisionnistes ont été en s'aggravant. L'invasion de la Tchécoslovaquie, en août dernier, a provoqué de nouvelles lézardes dans l'édifice. Certains partis, tels l'Italien, le Suédois, le Britannique, se sont prononcés, avec plus ou moins de vigueur contre cette intervention, non par solidarité internationale avec le peuple de Tchécoslovaquie, mais parce qu'ils étaient fondamentalement d'accord avec l'orientation ultra-droitière des révisionnistes de Prague.

D'autres partis, tels le Français et le Finlandais, réalisant des prodiges de funambulisme politique sont passés en quelques semaines de la « réprobation » devant l'invasion de la Tchécoslovaquie, à l'approbation des accords de Moscou, conséquence du coup de force.

Cela n'a pas été sans casse, pour certains d'entre eux : la rupture, déjà fort avancée chez les révisionnistes grecs, est devenue irréversible. Le dernier congrès du Parti Finlandais a été le théâtre d'une scission, — (ce qui est particulièrement grave pour un parti associé au pouvoir bourgeois, comme c'est son cas).

Le P « C. » F. a lui-même été (et est toujours) secoué de profondes divergences à propos de l'affaire tchécoslovaque. Les « Lettres Françaises » dirigées par l'ultra-révisionniste Aragon, sont interdites en U.R.S.S., mais Aragon est toujours membre du Comité Central du P. « C. » F. D'autres sont allés plus loin

(*suite page* 8).

Une semaine de luttes

- *LATIMIER A TARNOS (LANDES :* quatrième semaine d'occupation contre le prochain licenciement général.
- *ACIERIE SOLLAC A SEREMANGE (MOSELLE) :* quatrième semaine de grève sur le tas, déclenchée à la base, pour l'augmentation et la mensualisation des salaires.
- *DE WENDEL-SIDELOR A HAYANGE (MOSELLE) :* grève pour l'augmentation des salaires.
- *OFFICIERS REMORQUEURS DE CHERBOURG ET DU HAVRE :* poursuite de la grève à la Compagnie « Les Abeilles » dont la direction à suspendu des grévistes pour non-respect du préavis de 5 jours et fait appel à la marine militaire.
- *VITHO-LAIT A SAINT-OUEN :* grève pour l'augmentation des salaires.
- *C.A.F.L. A SAINT-ETIENNE :* grève pour la mensualisation et la garantie des salaires.
- *LES DOUANIERS D'ORLY* refusent le travail de nuit dont la rémunération reste inchangée depuis 5 ans.
- *INSTITUT NATIONAL D'ASTRONOMIE ET GEOPHYSIQUE :* troisième semaine de grève des techniciens pour la garantie de l'emploi.
- *FACULTE DES LETTRES DE BORDEAUX :* occupation par les étudiants pour protester contre le projet de statut sélectif des psychologues.

LUNDI 2

- *OFFICIERS REMORQUEURS DE MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, SAINT-NAZAIRE, LA ROCHELLE, LA PALLICE, BREST puis DUNKERQUE :* reprise de la grève en solidarité avec les remorqueurs de Cherbourg, du Havre, puis de Marseille sanctionnés. Le « United-States » est dérouté.
- *SAMIC A LA SEYNE (VARD) :* grève contre 44 licenciements.
- *BENNES MARREL A RIVE-DE-GIER (LOIRE) :* grève contre les cadences.
- *CARBONNE-LORRAINE A EPINOUZEC (DROME) :* grève pour la parité des salaires avec le reste de la métallurgie régionale.
- *DUCELLIER-ELECTRIQUE A SAINTE-FLORINE (HAUTE-LOIRE) :* grève pour l'augmentation des primes de rendement. Grève de solidarité à *DUCELLIER D'ISSOIRE.*
- *CANTHELOU, LE COINTRE ET C.I.A.C.C.I. A ELBŒUF :* grève de l'ensemble du personnel des trois usines contre les menaces de licenciement.
- *PAPETERIES DE NANTERRE :* nouveaux débrayages pour l'augmentation des salaires et le respect des droits syndicaux.
- *MESSIER-AERONAUTIQUE A MONTROUGE :* grèves tournantes pour la modification de la grille des salaires.
- *GARNIER ET PONSONNAT A ANNONAY (ARDECHE) :* débrayages pour l'augmentation des salaires et de la prime de vacances.
- *DES PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS DE LYON :* protestent contre la fiscalité en mettant en pièces détachées la voiture d'un contrôleur des contributions. D'autres occupent les bureaux d'une caisse mutuelle pour protester contre l'actuel système d'assurances maladie.
- 100 *VITICULTEURS DE LA DROME :* empêchent un contrôle des contributions directes dans un village.
- *FACULTE DES SCIENCES D'ORSAY : l*es étudiants, enseignants, chercheurs et employés perturbent une visite d'Edgar Faure (voir article).
- *LYCEE BALZAC A PARIS ET LYCEE DE MASSY (ESSONNE) :* 11 élèves exclus pour raisons politiques viennent manifester leur opposition à cette décision devant les deux établissements.
- *AMERICAN COLLEGE DE PARIS :* grève des étudiants et des professeurs pour la liberté de réunion, la participation à l'élaboration des programmes, les droits syndicaux, la démission du directeur.

MARDI 3

- *DUQUESNE-PURINA A MONTFORT (EURE) :* grève contre la mise à pied d'un délégué du personnel.
- *SALPAS A LANGEAC (HAUTE-LOIRE) :* grève pour l'augmentation des salaires.
- *BENCUAVIT A ROUEN :* grève pour une prime immédiate à la place d'un accord d'intéressement.
- *C.A.F.L. A FIRMINY (LOIRE) :* débrayages pour la parité des salaires avec l'usine de Saint-Etienne.
- *I.C.E.-C.M.I. A PARIS* (12e) : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- *ALSTHON A PARIS* : attentat contre le siège social de la société qui a passé des accords avec le gouvernement grec. C'est la veille de l'arrivée de Makarezos, numéro 3 de la junte fasciste d'Athènes, qui vient à Paris passer des commandes de matériel industriel et militaire.
- *FACULTE DES SCIENCES DE PARIS :* début de la grève des cours, devant le refus du doyen de s'expliquer sur son refus de valider certains examens. Les étudiants réclament une réforme du contrôle des connaissances et l'arrêt des poursuites contre un professeur.
- *CITE UNVERSITAIRE DE PARIS :* deux restaurants sont contrôlés par les étudiants qui imposent un prix unique des repas.
- *TRIBUNAL DE BESANÇON :* heurts entre la police et les étudiants qui manifestent leur solidarité à quatre de leurs camarades jugés pour avoir peint des inscriptions politiques sur un lycée.
- *CODER, MARSEILLE :* une centaine d'ouvriers se mettent en grève contre le licenciement de 4 militants, et en se passant de l'avis de la C.G.T., qui tente de saboter cette lutte courageuse.

MERCREDI 4

- *LES DOCKERS DE BORDEAUX* refusent de faire des heures supplémentaires malgré les menaces de leurs entrepreneurs.
- *ENTRACOMET A THIONVILLE :* grève pour la garantie de l'emploi.
- *CIMENT FRANÇAIS A COLOMBELLES (CALVADOS) :* un délégué du personnel C.F.T. autonome est débouté pour n'avoir pu faire la preuve de son indépendance à l'égard de la direction.
- *CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES :* les non-bacheliers réoccupent les bureaux de l'administration pour exiger la fixation de leur statut.
- *FACULTE DES LETTRES DE CAEN :* le conseil de la faculté déclare ne pas pouvoir assumer la rentrée par manque de moyens.
- *LYCEE BALZAC A PARIS :* 200 élèves manifestent dans l'établissement pour protester contre les sanctions prises contre quatre nouveaux élèves.

JEUDI 5

- *LES MARINS REMORQUEURS DES PORTS FRANÇAIS* entrent en grève à leur tour.
- *TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG :* treizième grève en treize semaines pour l'augmentation des salaires.
- *FACULTE DE MEDECINE DE LILLE :* les étudiants décident la grève des examens pour protester contre le projet tardif de réforme des études médicales.
- *LYCEE BALZAC A PARIS :* des professeurs et parents d'élèves protestent contre les mesures d'expulsion d'élèves.

VENDREDI 6

- *HOUILLERES D'AQUITAINE :* grève des mineurs pour l'octroi de bleus de travail. La direction lockoute.
- *CHERCHEURS SCIENTIFIQUES :* manifestations de solidarité aux grévistes de l'I.N.A.G.
- *LES DELEGUES DES ORGANISMES D'H.L.M.* réclament l'augmentation immédiate de la construction à loyer modéré.
- *MANIFESTATIONS DE MILLIERS D'ETUDIANTS CONTRE MAKAREZOS* pour le deuxième jour consécutif à Paris, Gare du Nord, Gare de l'Est, Gare Saint-Lazare et place Clichy (voir article).
- *LYCEE DE LEZIGNAN :* grève contre la suppression du deuxième cycle.
- *C.E.G. DE LAQUEPIE (TARN-ET-GARONNE) :* manifestation des habitants contre les menaces de fermeture de l'établissement.

SOUSCRIPTION NATIONALE

	Total des listes précédentes	14 136 F 60
INITIALES	VILLE	SOMME
Clarté Oreho	Suède	100 F,—
D.R.	Le Mans	10 F,—
C.D.H.R.	Montpellier	40 F,—
C.D.H.R.	Orléans	100 F,—
C.D.H.R.	Lyon	26 F,—
C.D.H.R.	Pernetty, Paris	550 F,—
C.D.H.R.	Banlieue Sud	24 F,—
C.D.H.R.	Rennes	50 F,—
C.D.H.R.	Paris-7e	20 F,—
C.D.H.R. (G. le C.)	Lille	100 F,—
C.D.H.R. (G. le C.)	Plessis-Clamart	25 F,—
C.D.H.R.	Toulouse	400 F,—
C.D.H.R.	Paris-20e	300 F,—
M. A.	Villepinte	1 F 20
L. B.	Le Havre	4 F,—
Groupe Soutien H.R.		
Ecole Normale de Bretagne	Rennes	50 F,—
Un lecteur et sympathisant	Nantes	80 F,—
G.P. M.L.	Bagneux	45 F,—
D.P. F.	Foix	10 F,—
G.E.	Suisse	40 F,—
Un groupe de Médecins	Paris	1 500 F,—
A. et C. L.	Romainville	30 F,—
Lycée Arago	Paris	11 F,—
R.	Petit Quevilly	70 F,—
Berus (G. le C.)	Paris	10 F,—
Anonyme (G. le C.)	Paris	5 F,—
F. J.	Le Mans	5 F,—
B. P.	Vouziers	10 F,—
	Total général	17 752 F 80

Un nombre de plus en plus grand de camarades lecteurs ou militants de Comités de Défense de l'Humanité Rouge, ont compris la nécessité politique de contribuer à leur journal, l'Humanité Rouge, tant du point de vue **rédactionnel** que du point de vue **vente militante et défense** de l'Humanité Rouge.

De nombreux Comités de Défense de l'Humanité Rouge se constituent un peu partout en France, aussi bien dans les milieux ouvriers qu'intellectuels ou paysans.

L'apport considérable de documents (expériences de travail, études théoriques) et les questions brûlantes que se posent la classe ouvrière, les étudiants, les petits commerçants ou artisans et les petits paysans, nous obligent exceptionnellement à faire paraître la semaine prochaine **un numéro spécial de 12 pages.**

Nous demandons donc à tous les C.D.H.R., à tous nos sympathisants lecteurs de se mobiliser pour **la diffusion massive de ce numéro exceptionnel.** Nous leur demandons de prévoir dès maintenant et de nous avertir **immédiatement** de leurs besoins pour ce numéro (pour notre chiffre de tirage).

H. R.

MÉDECINE DU TRAVAIL — MÉDECINE DU PATRON

Le 6 janvier de cette année, à Flins-Renault a été établi d'autorité le travail en deux équipes avec changement tous les huit jours ; aucune consultation des ouvriers n'eut lieu au préalable si ce n'est une enquête dans les ateliers pour savoir où habitaient les ouvriers afin de réorganiser le ramassage par cars. Une lettre de Dreyfus, apposée dans les ateliers, a informé les ouvriers de cette nouvelle organisation du travail. Le passage à deux équipes prépare sans aucun doute le passage aux 3 × 8 pour Renault-Flins dans le cadre d'une politique systématique d'accroissement de l'exploitation de la force de travail des ouvriers ; et si, récemment, la direction a pu annoncer à grand fracas une diminution des cadences sur les chaînes, en même temps elle diminuait le nombre d'ouvriers par chaîne, augmentant ainsi les tâches par ouvrier. Quant aux syndicats ils n'ont absolument rien fait pour s'opposer à ces mesures...

Un ouvrier qui a travaillé en équipes une partie importante de sa vie est « inutilisable » par usure totale de son organisme lorsqu'il atteint 50-53 ans. En effet l'organisme met en moyenne une dizaine de jours à se réadapter à un changement de rythme comme en impose le travail en équipes ; en particulier les ouvriers travaillant en équipes souffrent d'insomnies graves. La perturbation des rythmes de l'organisme entraîne toutes les maladies classées sous la rubrique imprécise de « névroses d'organes » : insomnies, mais aussi brûlures d'estomac, amaigrissements inexpliqués, vieillissement précoce, troubles du caractère, etc. Par exemple, un travailleur immigré, qui était depuis trois ans aux presses chez Renault sans aucun arrêt de travail, après trois mois de travail en équipe a commencé à souffrir de l'estomac. Des études approfondies sont en cours au C.N.R.S. sur la question de l'influence des changements de rythme sur l'organisme de personnes comme les ouvriers travaillant en équipes, les pilotes et hôtesses de l'air, les conducteurs de trains, etc. Toutes démontrent que des perturbations répétées dans les rythmes de vie ont un effet destructeur sur l'organisme.

QU'ONT FAIT LES MEDECINS DU TRAVAIL QUI CONNAISSENT LES DANGERS QUE FAIT COURRIR A LA SANTE DES OUVRIERS LE TRAVAIL EN EQUIPES ? RIEN, ABSOLUMENT RIEN.

L'article premier de la loi du 11 octobre 1946 définit ainsi le rôle du médecin du travail :

« Les services de médecine du travail sont assurés par un ou plusieurs médecins qui prennent le nom de médecins du travail et dont **le rôle exclusivement préventif consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs.** »

Ce texte fixe au médecin le rôle de lutter pour éviter au travailleur toute altération de sa santé. Or **en fait** le médecin du travail n'est là que pour réparer l'ouvrier, guérir plutôt que prévenir, non pas modifier les conditions dans lesquelles vivent et travaillent les gens mais adapter les gens aux conditions existantes, et, dans ce cadre, « alléger leurs souffrances dans la mesure du possible » ! La prévention, par contre, effectivement appliquée suppose la fin d'un système où la recherche forcenée du profit prime sur la santé du travailleur et s'obtient en la ruinant.

Que fait en effet le médecin du travail ?

1) Il filtre la main-d'œuvre à l'entrée de l'usine en jugeant si elle est apte ou inapte au travail ;

2) il cherche à éviter les accidents trops gros, trop scandaleux (machines sans protection, etc.) qui pourraient entraîner la responsabilité du patron et lui coûter de lourdes indemnités ;

3) enfin il répare tant bien que mal d'ouvrier, victime de maladies ou d'accidents, pour qu'il puisse servir encore.

Voilà la marge d'intervention auquel l'autorise le patron. Se bornant à ce rôle, le médecin du travail fait gagner des sous au patron mais ne protège absolument pas la santé des travailleurs car il ne lutte pas contre les causes de détérioration de cette santé. On peut lire par exemple dans une publication patronale (« la médecine du travail », collection « La vie de l'entreprise » chez Dunod, pages VII et IX) que « les servitudes qui résultent de cette obligation (organiser un service médical du travail) constituent sans doute une charge immédiate, mais, à terme entraînent un profit certain, car « le meilleur technicien, le

(*Suite page* 3).

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

MASSY (bidonville "44")

ENCORE UNE EXPULSION

Mardi il y a trois semaines, une jeune travailleur tunisien a été expulsé. Il était allé déposer son dossier pour la carte de travail au bureau de main-d'œuvre. Comme il avait trois mois en France et qu'il n'avait pas de carte de travail, le Bureau de main-d'œuvre a appelé le commissariat, qui l'a expulsé en Tunisie.

L'ETAT DES CAPITALISTES veut intimider les travailleurs immigrés, leur faire comprendre qu'ils n'ont aucun droit en France, même si ils ont du travail. Souvent les patrons refusent de faire les papiers pour la carte de travail ; et quand ils les font, l'administration les refuse, ou expulse le travailleur : tout cela, parce qu'ils veulent exploiter plus durement le travailleur immigré, en faire un esclave.

Mais pour les véritables communistes et pour les travailleurs français, LES TRAVAILLEURS IMMIGRES NE SONT PAS DES ETRANGERS, CE SONT DES FRERES DE CLASSE, ils doivent avoir les MEMES DROITS que les travailleurs français.

Fraternellement unis aux travailleurs immigrés, nous luttons pour :

— carte de séjour automatique après trois mois de séjour en France ;

— suppression de la carte de travail : quand un travailleur immigré arrive en France, c'est parce que les capitalistes le font venir, il doit pouvoir vivre et travailler comme n'importe quel travailleur (en gardant les trois mois de vacances en Tunisie) ;

— le travailleur immigré qui arrive en France pour chercher du travail, et qui n'en trouve pas, doit être considéré comme chômeur et recevoir de l'Etat l'allocation chômage. C'est vrai qu'en ce moment, nous ne pouvons pas imposer ces revendications au patronat et à l'Etat, mais nous pouvons empêcher dès maintenant ces expulsions racistes.

Pour cela, dès qu'il y a une menace d'expulsion, il faut prévenir les camarades du comité de soutien **très rapidement**, et prévenir tous les camarades travailleurs autour de vous, pour que très vite, on puisse décider ensemble des moyens pour empêcher l'expulsion.

La mairie est complice de ces expulsions.

Après l'expulsion, nous avons été à la mairie. Nous avons demandé que :

— en cas d'expulsion, le bureau de main-d'œuvre et le commissariat préviennent la mairie à l'avance, que la commission municipale se réunisse obligatoirement et s'oppose aux expulsions injustes.

— qu'il y ait un préavis public avant toute expulsion.

— que si l'expulsion est inévitable, elle se fasse devant un représentant de la population, pour être sûr qu'on traite bien le travailleur.

La mairie (le responsable des affaires sociales) n'a rien promis.

Il est clair qu'elle est complice de ces expulsions, puisque très souvent, la cause de ces expulsions, c'est que la mairie refuse de reconnaître les habitants du 44 comme habitants de Massy, et ça les empêche d'avoir la carte de séjour.

La mairie dit qu'elle veut mettre à la porte tous les travailleurs arrivés au 44 après avril 1968, parce qu'elle ne veut pas qu'ils soient relogés à Massy.

La mairie veut faire payer aux travailleurs immigrés le prix de la politique criminelle de la bourgeoisie, au lieu de défendre les travailleurs contre cette politique.

Les travailleurs immigrés ne doivent compter que sur eux mêmes, sur leur force et sur leur unité, et sur l'aide des travailleurs et étudiants de la région.

SEULE LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS, AIDES PAR LES ETUDIANTS ET LES TRAVAILLEURS DU COMITE DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES, PEUT EMPECHER LES EXPULSIONS ET AMELIORER LE SORT DES TRAVAILLEURS IMMIGRES. TOUS UNIS, NOUS EMPECHERONS CES EXPULSIONS !

Extrait du « Travailleur immigré », journal du comité de soutien aux travailleurs immigrés de Massy.

HOPITAUX

EXPLOITATION ET OPPRESSION DES IMMIGRÉS

Après les luttes menées en mai, les travailleurs étrangers pensent qu'il est juste de toujours renforcer l'UNITE avec les travailleurs français pour que triomphent leurs droits.

A l'Assistance Publique (A.P.) comme ailleurs, l'Etat bourgeois veut maintenir sa domination et accroître ses profits, c'est pourquoi, il cherche à briser l'unité des travailleurs !

Les capitalistes, déjà responsables de leur misère, les attirent en France par contrat. Les patrons veulent faire croire que les travailleurs immigrés prennent le travail des ouvriers français et provoquent le CHOMAGE.

C'EST FAUX ! CE SONT LES PATRONS EUX-MEMES QUI LES ONT FAIT VENIR ET QUI LICENCIENT LES OUVRIERS POUR ACCROITRE LEURS PROFITS !

Les patrons veulent un sous-prolétariat surexploité qui leur fournit une main-d'œuvre moins chère et affamée, prête à prendre n'importe quel emploi. Ainsi partout, on assiste à un recrutement des travailleurs immigrés pour faire LES BOULOTS LES PLUS DURS, LES PLUS SALES ET LES PLUS MAL PAYES qui sont refusés par les travailleurs français.

Les patrons créent les conditions de cette surexploitation. Ils font croire, dans les pays où le travail est difficile à trouver, qu'en France TOUT LE MONDE PEUT APPRENDRE UN METIER ET GAGNER BEAUCOUP D'ARGENT !

Ils ne créent pas de réels centres d'accueil et ainsi les immigrés se retrouvent isolés, sans ressources et aboutissent dans des foyers ignobles, souvent sous l'emprise de la police.

A l'Hôpital, l'administration et les patrons savent qu'ils peuvent profiter de cette main-d'œuvre :

— Seuls les travailleurs français peuvent être titularisés. Pour un travailleur immigré cela implique que :

— son emploi n'est pas assuré, il peut se faire LICENCIER A TOUT MOMENT ;

— son salaire restera toujours celui d'un auxiliaire, même si son expérience s'accroît ;

— aucune possibilité pour suivre les cours à l'Hôpital, ils sont réservés aux travailleurs français.

Un travailleur qui est venu apprendre le métier d'infirmier, est obligé d'éplucher les légumes ou de balayer !

— absence de salaire lorsqu'un travailleur immigré est malade (payé seulement par la S.S., alors que pour un travailleur français malade, le salaire intégral est versé pendant trois mois).

Les patrons savent aussi qu'ils ne pourraient pas faire de tels profits sur le dos des travailleurs français, car il y a la menace du syndicat.

Mais, pour les immigrés, pas de révolte, pas de revendications tolérées, LA MENACE DE L'EXPULSION EST TOUJOURS LA !

C'est pourquoi, les travailleurs immigrés veulent renforcer l'UNITE avec leurs frères de classe français pour parvenir, ensemble, à l'aboutissement de leurs justes revendications :

Les travailleurs immigrés ont droit à leur place dans les organisations de luttes de classe.

Ils peuvent s'y exprimer comme les travailleurs français.

Ils peuvent élirent leur propre délégué.

TRAVAILLEURS IMMIGRES DE TOUS LES PAYS, REGROUPONS-NOUS DANS LA LUTTE AVEC NOS FRERES DE CLASSE FRANÇAIS !

Un travailleur immigré
du Comité d'Action
Interhôpitaux.

MISE AU POINT

Le bureau de l'Amicale des Lettres (U.N.E.F.) de Clermont-Ferrand nous prie de publier la mise au point suivante :

« Chers Camarades,

Nous avons relevé dans le numéro 15 de l'H.R. une information inexacte sur les élections qui ont amené la liste « Front Uni » à la direction de l'Amicale des Lettres. Le Comité Ouvriers-Paysans-Intellectuels de Clermont-Ferrand a effectivement joué un rôle positif déterminant pour la prise de conscience et le regroupement d'un certain nombre d'étudiants sur des positions justes. Par contre — et il a tenu à le préciser lui-même par tract après les élections — il n'avait pas à présenter de liste et il ne l'a pas fait, ne prenant même pas part à la campagne électorale. Ce qui n'empêche évidemment pas les étudiants membres du C.O.P.I. ou non, conscient de la nécessité de regrouper les étudiants avec tous les travailleurs, sous la direction de la classe ouvrière, dans un puissant Front Uni anti-monopoliste et anti-impérialiste, de se rassembler dans une liste « Front Uni » et de se trouver par là même aux côtés du C.O.P.I.

Par ailleurs, la liste que nous avons battue, effectivement présentée par l'A.J.S., ne comprenait pas de membres de l'ancien bureau. Bien au contraire, quelques-uns de ceux-ci ont rejoint le courant unitaire Front Uni et œuvré activement à son succès.

Ces rectifications étant faites, le bureau de l'Amicale des Lettres de Clermont-Ferrand apprécie le soutien que l'Humanité Rouge apporte au mouvement étudiant tant dans sa lutte interne contre les courants non prolétariens et le révisionnisme, que dans sa lutte contre le pouvoir des monopoles.

Bien fraternellement,
Le Président.

Abonnez - vous...

abonnement ordinaire : **40 F** par an
abonnement de soutien : **80 F** par an

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

Médecine du Travail (suite de la page 2)

meilleur spécialiste sera inutilisable s'il est malade ou inapte physiquement, il pourra même être à l'origine d'incidents mineurs, ou d'accidents graves, dont il ne sera peut-être pas la seule victime et qui entraîneront des destructions de matériel. **En tout état de cause, non seulement il sera improductif pour l'entreprise mais il deviendra pour elle une charge financière et sociale. Pour remplir cette mission le responsable du personnel a besoin de l'aide d'un médecin ».**

La plupart du temps, pour préserver leur situation, les médecins du travail ne cherchent pas à outrepasser la volonté du patron et s'en font les agents dociles. Dans le meilleur des cas, ils se contentent parfois de publier des articles médicaux montrant la nocivité du travail en équipe ; tout cela reste entièrement gratuit, à l'état des bonnes pensées et des vœux pieux.

Et si d'aventure un médecin du travail voulait tenter d'appliquer effectivement la loi, aucune possibilité ne lui est laissée pour entrer en relations avec les ouvriers et les mettre en garde contre tous les dangers que fait peser l'exploitation capitaliste sur leur santé ; ses contacts avec les ouvriers, limités dans le temps par les circulaires d'application de la loi à 20 minutes par ouvrier et par an, se bornent en tout et pour tout à l'examen d'embauche destiné à savoir s'ils sont aptes ou inaptes au travail, et à un examen éclair en cours d'année.

Et pourtant la loi donne à ces médecins un texte sur lequel ils pourraient s'appuyer ; ne pourrait-on pas alors réclamer l'application effective de ce texte ? On peut le faire mais on ne l'obtiendra jamais dans le système capitaliste. Il y a dans les lois sur la médecine un certain nombre de bons textes. Mais de la théorie à la pratique il y a un abîme et les circulaires et décrets d'application ont tôt fait de rendre impossible toute application des principes énoncés quelque part dans les lois. Dans les moments de lutte de classe intense, quand elle sent son pouvoir chanceler, la bourgeoisie donne à profusion de belles promesses et laisse des progressistes naïfs inscrire d'excellents textes dans les lois qui sont alors adoptées ; mais lorsqu'il s'agit de passer à l'application le système capitaliste est là et ces textes apparaissent pour ce qu'ils sont : inapplicables sans renversement de tout le système. Réclamer l'application de ces textes est donc une illusion. Par contre on peut s'appuyer sur eux pour gagner des médecins progressistes en montrant les contradictions du système et la nécessité de sa destruction pour qu'une véritable santé au service des travailleurs puisse voir le jour.

Mais en aucun cas les travailleurs ne doivent croire que leur santé sera défendue par les médecins qui, en principe, en sont les garants. C'est aux travailleurs eux-mêmes de prendre en mains par lutte la défense de leur santé. Quant aux médecins, une propagande intense sur ces questions, en particulier sur le problème de la prévention, impossible sans renversement du système capitaliste, doit permettre de tracer parmi eux une ligne de démarcation et de faire passer la fraction progressiste à un niveau de conscience politique des contradictions de leur position dans le système actuel de la médecine.

Un médecin, sympathisant marxiste-léniniste.

CONTRE LA VISITE DE MAKAREZOS A PARIS

On aurait bien voulu que tout se passe sous le manteau : « on », c'est le ministre français des Finances et Makarezos (ministre grec de la coordination économique, n° 3 de la junte des colonels fascistes grecs). Mais l'affaire a été éventée ; Makarezos est venu en France pour acheter des armes. Ces armes françaises, ce seront autant d'armes dirigées contre le peuple grec. Rappelons que l'impérialisme français est le premier fournisseur d'armes des racistes et fascistes d'Afrique du Sud, notamment pour le matériel anti-guerilla, c'est-à-dire servant contre le peuple azanien (Africains du Sud) qui lutte les armes à la main contre le régime de terreur blanche.

Voilà donc le vrai visage de la « démocratie » bourgeoise française ! Non seulement elle interdit la publication en France du journal grec « **Hellenike Democratia** » (« Démocratie grecque »), arrêté du 2 mai 1969, mais elle livre maintenant aux assassins du peuple grec des armes « modernes », fruit de la « technique française »...

Les progressistes de Paris n'ont pas laissé cette provocation sans riposte et ont manifesté jeudi et vendredi par milliers aux gares du Nord, de l'Est et Saint-Lazare, renouant ainsi avec les traditions d'internationalisme prolétarien du peuple français.

A bas la junte fasciste grecque !

Le peuple grec vaincra !

A bas l'impérialisme français !

FACE AUX COMPLICES CAPITALISTES ET RÉVISIONNISTES...

QUAND LE CAPITALISME SE MONTRE SOUS SON VRAI VISAGE

Nous publions le texte d'une conférence tenue dans une entreprise par la direction à ses cadres et chefs de service.

Les camarades qui nous envoient ce texte désirent garder l'anonymat dans les colonnes de notre journal. A la lecture de la « conférence », nous les comprenons !

La publication d'un tel texte émanant du patronat, dans une période ou Messieurs Seguy, Descamps, Bergeron, etc., crient victoire est assez significative de ce que nous devons prendre entre le mensonge et la réalité.

En effet, après le vote de la loi du 27 décembre 1968, sur l'exercice du droit syndical à l'entreprise, les syndicats réformistes et révisionnistes se sont efforcés de nous présenter le vote de cette loi comme une grande conquête des grèves de mai-juin 68.

Or nous considérons et nous continuons d'affirmer que cette loi comme d'ailleurs le protocole d'accord de Grenelle qui l'a précédé, ne sont en fait que l'aboutissement d'une vaste mystification destinée à endormir la vigilance et la combativité de la classe ouvrière.

Nous savons que les formules inscrites dans un texte de loi et leur application par les capitalistes, sont deux choses bien distinctes, car tant que la bourgeoisie conservera le pouvoir économique et politique, elle se souciera des lois sociales comme de sa première chimise, sauf quand les travailleurs en lutte pour exiger leur application seront les plus forts, ce qui est le cas dans certaines entreprises, alors que dans d'autres elles restent lettres mortes. D'ailleurs les fonctionnaires d'état, inspecteurs du travail etc, chargés de veiller à l'application de ces lois, sont tous achetés par le capital, sont intègres au système.

Certains diront : « Oui, bien sûr, mais le patron cité plus bas est un irréductible, une exception. Il n'a rien compris ». Nous considérons que ce raisonnement ne tient pas, car tous les patrons sont les mêmes, ils ne renoncent jamais à reprendre ce qu'ils ont dû accorder dans une période où le rapport de force leur était défavorable .

Autrefois, il y avait des patrons de combats, durs, autoritaires.

Aujourd'hui, ils sont restés les mêmes dans le fond, mais dans la forme ils ont changé de méthode, et ils font de plus en plus appel à ces spécialistes de l'action psychologique, que sont les chefs du personnel.

Ces messieurs sont tous passés par des écoles où leur est enseigné l'art de manœuvrer, et de tromper, la vigilance des travailleurs et des cadres syndicaux, l'art de diviser pour régner, la sacrosainte loi du profit, maintenant quand ces messieurs ou leurs représentants politiques viennent nous parler participation et dialogue, nous savons à quoi nous en tenir.

Tant que les exploiteurs auront un brin de pouvoir, ils s'en serviront contre les travailleurs. Aussi, toute théorie réformistes de pouvoir ouvrier dans les entreprises capitalistes ou révisionnistes de démocratie avancée dans une économie capitaliste sont-elles utopiques et contraires au marxisme-léninisme.

Tant que la classe ouvrière et ses alliés n'auront pas arraché totalement, radicalement, le pouvoir à la bourgeoisie, tant que ce pouvoir ne sera pas protégé consolidé par la dictature du prolétariat toutes ces soi-disant victoires sur les capitalistes seront sans cesse remises en cause.

RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE

1re REUNION

1) La société ne souhaite pas la constitution de syndicats.

2) La société désire être en contact avec son personnel et non avec les syndicats de l'extérieur.

3) L'attitude à prendre vis-à-vis d'un membre du personnel affilié à un syndicat relève plus de ses motivations que de son appartenance syndicale.

4) Chaque cas doit être traité individuellement en faisant ressortir :
— le travail ;
— l'adhésion aux politiques de la société ;
— les actions syndicales (constructives ou destructives) ;
— leurs motivations.

5) L'adhésion aux principes de la société et le désir de réalisation dans le cadre de la société peuvent être considérées comme des conditions nécessaires en vue de promotion.

Objectif : définir pour l'ensemble de l'établissement l'incidence du syndicalisme sur la notation de mérite.

Définir l'incidence du syndicalisme sur l'attribution du mérite et la possibilité de promotion.

2e REUNION

1) Comment noter les cas particuliers ?

Dans un certain sens il est évident qu'il serait trop facile de n'avoir qu'une note à mettre pour sanctionner et se justifier de l'action syndicale d'une personne. Plus que l'affiliation à un syndicat (si elle peut être connue) ou même les activités syndicales, ce sont les raisons et motivations profondes d'un individu qui, une fois connues, pourront être notées. Il ressort donc que ce problème est essentiellement individuel et basé sur la connaissance du personnel.

2) Mérites et carrières dans les cas particuliers.

Les cas particuliers doivent être traités sur une base individuelle. Pour connaître les motivations, il est nécessaire d'aborder ce sujet clairement avec les intéressés.

« Le but de l'entretien n'est pas de discuter du syndicalisme qui est sacré mais de vous et de votre attitude.

En faisant la grève vous avez, avec courage, affiché votre position, vous comprendrez que je l'ai bien entendu, remarqué et il me semble normal que nous en parlions franchement, car à mon tour, je tiens à vous dire que je prends note de votre comportement. Vous semblez accorder votre confiance au syndicat plus qu'à moi-même, et de ce fait, j'aimerais avoir quelques explications de votre part ».

Les résultats de l'entretien fourniront des éléments pour la notation et la possibilité de carrière de l'intéressé.

3e REUNION

Cette réunion est la continuation de la précédente et a pour but de puiser les actions sanctionnelles dans l'activité syndicale d'un individu de façon à statuer sur l'attribution de mérite ou sur la promotion éventuelle.

1) Analyse du syndicalisme.

En disant que le syndicalisme est sacré, ceci reprend le thème connu : le syndicalisme, par sa lutte contre le patronat, a permis d'améliorer les salaires et les conditions de travail des salariés.

Pour autant que cette assertion puisse être considérée comme exacte, il est par contre certain que la société n'est pas en lutte avec son personnel. Il est donc nécessaire d'analyser le syndicalisme dans la société avec objectivité.

Les syndiqués de l'établissement sont-ils de véritables syndicalistes et doivent-ils être considérés comme tels ?

On compte, en France, environ 10 % de salariés syndicalistes, et l'établissement n'a pas eu de syndicats pendant quatre ans. Ceci permet de penser que le nombre de syndicalistes est sûrement très faible.

Les syndiqués sont donc en général des personnes qui se sont affiliées à un syndicat pour des raisons connues :
— solidarité ouvrière en mai 1968,
— sentiment de frustration,
— déception professionnelle,
— espoir mal défini.

2) Militants constructifs - Militants destructifs :

Compte tenu du caractère individuel de l'analyse du syndicalisme, il est impossible de définir avec précision des règles applicables à l'ensemble du personnel.

On peut néanmoins faire les distinctions suivantes :
— militants constructifs,
— militants destructifs.

— Pour ces derniers, mérite et promotion ne doivent pas être envisagés.

— Pour les premiers, on peut considérer que notre rôle est de les aider à faire preuve de bonne volonté. Mais la preuve de bonne volonté doit être faite avant tout changement de situation, mérite et promotion.

HOPITAL INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

NON A LA RÉPRESSION !

(Extrait d'« Inter-Hôpitaux 14e »)

Depuis le mouvement de grève déclenché le 11 mars 1969, à l'hôpital International de l'Université de Paris (H.I.U.P.), l'administration n'a fait qu'accentuer ses intentions ouvertement répressives, contre le personnel gréviste.

C'est ainsi que nous avons vu expérimenter sous des formes différentes, la tactique qui consiste à briser la résistance des travailleurs soit, secteur par secteur, sont individuellement par le chantage à la peur.

De la méthode persuasive, à la menace du renvoi, en passant par les manœuvres d'intimidation, tout a été mis à l'épreuve. La détermination des travailleurs les plus conscients de ne pas céder :

— ni au terrorisme autoritaire du chef du personnel et de ses fondés de pouvoir ;

— ni aux sournoises provocations ourdies dans les lieux de travail,

oblige l'administration à pousser jusqu'au terme la logique de ses objectifs.

Le licenciement prononcé à l'encontre de M. J. L., employé du restaurant, s'inscrit dans cette logique impitoyable ! L'apparence trompeuse d'une prétendue « faute professionnelle grave », attribuée à cet employé, fait apparaître clairement la nature répressive d'une mesure qui vise surtout à éliminer un travailleur par trop gênant. L'administration se sert de cette prétendue « faute professionnelle grave » pour se donner une justification aux apparences légales, et par là même, paralyser la résistance collective des travailleurs.

Suite au licenciement abusif d'un travailleur de l'H.I.U.P., une A.G. a eu lieu le lundi 12 mai au cours de laquelle, étant donné la diversité des horaires, les travailleurs se sont succédé.

A l'exception de deux membres du S.A.P.H.I. (syndicat maison !) qui personnellement, sans vouloir engager « ce syndicat » en entier, ont approuvé le licenciement, les travailleurs présents ont estimé qu'il n'y avait pas de « faute professionnelle grave », et se sont déclarés prêts à soutenir une action pour que le travailleur licencié soit réintégré, Ils ont fait état de la prise de conscience de la plupart des travailleurs de l'hôpital, qu'il s'agit d'une répression pour des raisons non professionnelles, et aussi la détermination de nombreux travailleurs à soutenir cette action.

Un Comité pour la réintégration du travailleur licencié a été constitué.

— son rôle est de diffuser les informations sur ce problème, de proposer, de coordonner et d'œuvrer à la réalisation de l'action à engager au cas où l'administration ne reviendrait pas sur sa décision.

— ce comité est chargé de demander la réponse de celle-ci dans un délai précis et pour mercredi 14 mai avant midi.

En cas de réponse négative, il se transformera en « Comité de Grève » et étudiera les modalités d'action appropriées, dans leurs choix et leurs déroulements, jusqu'à l'obtention de la réintégration du travailleur licencié.

A la suite du refus catégorique du directeur de l'Hôpital, le docteur Lacourbe : « Adressez-vous aux prud'hommes », le comité de réintégration s'est réuni comme prévu. Il s'est constitué en « Comité de Grève », afin d'établir un mode d'action. C'est alors que certains syndiqués, et les délégués syndicaux participant à ce comité, ont proposé de faire circuler une pétition à rédiger en commun.

Lors de la rédaction du texte suivant, par des membres syndiqués à la C.G.T. et à la C.F.D.T., les délégués syndicaux brillèrent par leur absence.

Texte de la pétition :

« Un travailleur de l'H.I.U.P., employé du restaurant, a été injustement frappé de licenciement.

Il a été établi et même reconnu par des membres du personnel proches de l'administration, que cet employé a été sanctionné pour des motifs autres que professionnels.

En tout état de cause, et quelles que soient les raisons formelles invoquées par l'administration, pour se parer d'un semblant de « légalité », elles ne sauraient cacher le fait qu'il s'agit d'une répression.

C'est pourquoi en adhérant par votre signature, au mouvement de solidarité envers le travailleur licencié, vous contribuerez à sa réintégration et vous ferez avancer la cause de la justice à l'hôpital ».

Le Comité de Grève.

Note .— Le Comité de Réintégration, suite à la réponse négative de la direction, est devenu Comité de Grève, qui a pour mission « d'étudier les modalités d'action appropriées, dans leurs choix et leurs déroulements, jusqu'à l'obtention de la réintégration du travailleur.

Pour la diffusion, le Comité de Grève a réparti la pétition entre les différents membres du comité, notamment des syndiqués et des délégués syndicaux.

Bilan de cette pétition :

A l'étude des signatures, on constate :

— qu'une majorité de non-syndiqués ont signé, démontrant ainsi la volonté d'action de la base, pour la réintégration du travailleur ;

— que les délégués syndicaux se sont montrés très réticents, voire opposés à cette action. Le personnel auprès duquel ils ont le plus d'audience n'a pas toujours signé cette pétition.

Leçons à tirer de ce résultat :

1. Le licenciement abusif d'un travailleur de l'H.I.U.P. n'a pu être envisagé par la direction, qu'avec la certitude que les délégués syndicaux ne feraient rien pour le combattre.

2. La transformation du « Comité de Réintégration » en « Comité de Grève » a terrifié les délégués syndicaux et la majorité des syndiqués.

3. A l'image de la bureaucratie syndicale à l'échelon national, les révisionnistes syndicaux, noyés par leurs préoccupations électoralistes (élections prochaines des délégués du personnel) ONT DETOURNE LA LUTTE de son véritable terrain, qui est celui DE LA LUTTE DE CLASSE.

QUAND LA C. G. T. "PARTICIPE"... A LA RÉPRESSION PATRONALE

Signalons un fait qui s'est produit dans beaucoup d'usines et établissements sans que pour cela les syndicats bronchent : car maintenant, la plupart des syndicats sont sous la botte des patrons. Encore un licenciement chez Blanchard, d'un ouvrier un cycliste cette fois, travaillant honnêtement sous les injures assez fréquentes d'un cadre. Expliquons les faits : les cyclistes de chez Blanchard ont des responsabilités : 1) leur vie dépend de leur adresse et de leur habileté, surtout avec la circulation de nos jours ; 2) ils transportent des valeurs, et tout ça dans des temps records et des conditions impossibles, et en plus, ils se font eng... s'ils perdent une minute sur leur itinéraire. Il faut toutefois vous dire que la mobylette du jeune X... était en panne et que le chef lui-même lui a proposé de prendre la vieille voiture de la maison : or on ne roule pas en voiture comme en mobylette. Accusé de retard et pris de colère, le jeune X... a répondu comme il se doit. Plusieurs camarades sont allés voir le syndicat C.G.T. qui a répondu qu'il lui était impossible de le défendre, étant donné qu'il avait bousculé le chef. Il faut vous dire que le syndicat est vraiment pour la forme, car depuis les événements de Mai, il ne vaut plus rien et c'est maintenant le patron qui a tous les pouvoirs, *les pleins pouvoirs ;* et bien non, ouvriers, ouvrières, il nous faut réagir. Nous pensons que si le patron se croit le droit d'agir comme un dictateur, renversons-le et ce soit-disant syndicat avec, car maintenant il ne fait rien pour s'opposer au patron et ne mobilise plus les ouvriers pour se défendre mutuellement. Mais qu'ils prennent garde, les ouvriers apprennent à s'organiser eux-mêmes pour se défendre en dehors de lui.

Ouvriers, ouvrières, tous unis dans le même combat !

A bas les cadences infernales !
A bas la direction de la C.G.T. !
Non au révisionnisme !
Vive la lutte de classe !
Vive le socialisme !

UN GROUPE D'OUVRIERS DE BLANCHARD.

(Extrait de « Zone rouge », bulletin d'une banlieue sud (Plessis et Clamart) réalisé par des étudiants et ouvriers).

Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'Etat, l'armée est la partie constitutive principale du pouvoir d'Etat. Celui qui veut s'emparer du pouvoir d'Etat et le conserver doit posséder une forte armée. Certains ironisent sur notre compte en nous traitant de partisans de « l'omnipotence de la guerre ». Eh bien, oui ! nous sommes pour l'omnipotence de la guerre révolutionnaire. Ce n'est pas mal faire, c'est bien faire, c'est être marxiste. Les fusils des communistes russes ont créé le socialisme. Nous, nous voulons créer une république domécratique. L'expérience de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme nous montre que la classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent vaincre les classes armées de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers que par la force des fusils. En ce sens, on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil.

« Problèmes de la guerre et de la stratégie », (6 novembre 1938), *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

SUR LE FRONT DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

II. L'ATTITUDE DES TROTSKISTES A L'ÉGARD DES RÉVISIONNISTES

Les trotskistes refusent de classer les révisionnistes parmi les contre-révolutionnaires, les ennemis du peuple. Pour eux le P. « C. » F. et la C.G.T. seraient des organisations ouvrières. Elles seraient seulement freinées par leur direction bureaucratique. Bureaucratie ne veut pas dire bourgeoisie mais simplement inertie. Les directions du P. « C. » F. et de la C.G.T. sont simplement inertes, mais en aucun cas bourgeoises. La bureaucratie ne fait pas partie de la bourgeoisie. Ces directions sont des freins relatifs, pas des freins absolus. On peut en poussant les faire avancer, les contraindre à la lutte. C'est avec le P. « C. » F. et la C.G.T. qu'on fera la révolution mais pas contre eux. Voilà les positions des trotskistes.

Il est très significatif que Trotski ait en 1938 (1) qualifié l'Internationale Communiste, et le P.C.U.S. de bourgeois alors que leur courant principal était révolutionnaire et que les trotskistes d'aujourd'hui refusent de qualifier de bourgeois le P.« C. » F. et le P.C.U.S. devenus révisionnistes. Il est logique dans ces conditions que Krivine n'attaque jamais le P. « C. » F. dans sa campagne, n'ait jamais parlé de *trahison* du P. « C. » F. en mai et qu'il ait laissé entendre que peut-être, au deuxième tour, il se désisterait pour Duclos.

I. — « LA BUREAUCRATIE N'EST PAS LA BOURGEOISIE, DISENT LES TROTSKISTES

Krivine à Europe I a dit : « Nous nous situons à gauche du P. « C. » F. qui n'est plus un parti révolutionnaire. Mais nous ne le considérons pas comme un parti bourgeois mais comme un parti ouvrier ».

Dire que les directions, les appareils, les lignes et l'idéologie du P. « C. » F. et de la C.G.T. sont dans le camp de la bourgeoisie, « ce serait une monstruosité du point de vue de la définition marxiste d'une classe sociale, car alors quelle est la place de ces directions dans le processus de production ? » (De la Bureaucratie, Cahiers Rouges (trotskistes), n° 3, p. 42).

Si l'on veut définir les amis et les ennemis de la révolution à l'aide de la théorie marxiste des classes, il ne faut pas commencer par tronquer cette théorie. Tronquer cette théorie c'est dire qu'un groupe, un individu fait partie ou non de la bourgeoisie suivant la place qu'il occupe dans le processus de production, un point c'est tout.

A l'intérieur de la classe capitaliste, qui, dans son ensemble monoplise les moyens de production, il y a division du travail et des individus, des fractions entières de cette bourgeoisie peuvent n'avoir aucun rapport *direct* avec la sphère de la production. La bourgeoisie a besoin du pouvoir d'Etat pour garantir son exploitation. Pour cela, elle s'est donné une armée, une justice, une administration. Ces appareils sont à 100 % bourgeois. « Armée et Bureaucratie ». Voilà, dit Lénine, les deux composantes principales de l'appareil d'Etat. Bourgeois, par nature, ces appareils ont à leur tête des bourgeois. De même, pour maintenir son pouvoir, la bourgeoisie doit former ses successeurs et imposer ses idées à l'ensemble de la société. Comment ? Par l'université, la presse, la radio, la télévision, les idéologues et les politiciens à sa solde.

Tous ces gens, états-majors de la police et de l'armée, de la justice, de l'administration et de l'université n'ont pas de place directe dans le processus de production. Néanmoins ces gens, exerçant et consolidant le pouvoir de la bourgeoisie, sont indispensables au maintien de l'exploitation capitaliste. Ils ont un rôle actif pour assurer le fonctionnement normal de l'infrastructure capitaliste.

C'est ce que la théorie marxiste-léniniste appelle le rôle actif des *super-structures sur l'infrastructure.* Seuls des « marxistes » mécanistes comme le sont les trotskistes peuvent nier ce rôle.

La bourgeoisie c'est l'ensemble de ces gens, certains (les patrons d'entreprise) ayant un rapport direct avec l'exploitation, d'autres un rapport indirect, mais tous défendant jusqu'à la mort le pouvoir de leur classe, tous se partageant la plus-value produite par les ouvriers. On peut être bourgeois sans posséder soi-même des moyens de production. Une division de travail s'instaure au sein de la bourgeoisie et détermine qui gérera les usines, qui réprimera le peuple par la loi ou la force armée, qui diffusera son idéologie, qui prêchera la soumission et « l'au-delà ». C'est à l'échelle de la société ce qui se passe au sein d'une famille bourgeoise.

Va-t-on dire alors que ces gens qui assurent le fonctionnement et la direction des superstructures bourgeoises ne sont pas les bourgeois ? N'est-ce pas précisément ce que la bourgeoisie veut faire croire en déclarant que l'Etat, la justice, l'université sont au service de tous, sont au-dessus des classes ?

Pour définir l'appartenance d'un individu ou d'un groupe à une classe, on doit donc partir d'un point de vue non seulement économique, mais encore politique et idéologique ; sinon à une question comme : la hiérarchie de l'Eglise fait-elle partie de la bourgeoisie ? Nos économistes de « Rouge » répondraient « non » sans hésiter.

Des corps sociaux comme le P. « C. » F. et la C.G.T. ont un rôle politique et idéologique actif au service des superstructures bourgeoises même s'ils n'ont que peu de rapports avec la production (bien que le P. « C. » F. ait un nombre non négligeable d'entreprises). Au même titre que l'Eglise, ils ont une place dans la superstructure de la classe ouvrière qu'ils influencent. Quel est ce rôle et comment expliquer qu'il puisse y avoir dans le P. « C. » F. des ouvriers honnêtes et même des ouvriers révolutionnaires trompés ?

II. — P. « C. » F. ET C.G.T., DETACHEMENTS DE LA BOURGEOISIE DANS LA CLASSE OUVRIERE (A cela les trotskistes répondent : Le P.« C. » F. est un parti ouvrier).

● *NOTRE POSITION MARXISTE-LENINISTE :*

La politique de la bourgeoisie est basée sur deux moyens qu'elle combine toujours, « la carotte et le bâton », le mensonge, la duperie et la répression brutale. Comme le signale Lénine, la bourgeoisie française est particulièrement experte dans le maniement de la duperie démocratique et parlementariste. Pour la bourgeoisie, la forme la plus efficace de duperie est de faire sa politique par le canal d'anciens partis révolutionnaires, transformés en partis bourgeois, tout en laissant à ces partis une apparence révolutionnaire et en faisant mine de les craindre encore, du moins d'être en opposition avec eux. Les mensonges s'usent. La S.F.I.O. a joué ce rôle un certain temps pour la bourgeoisie. Quoi de mieux que d'utiliser maintenant le P. « C. » F., qui a tant dénoncé la bourgeoisie et la S.F.I.O. par le passé. *L'illusion sera complète ainsi.*

La particularité d'une organisation comme le P. « C. » F. ou la C.G.T. par rapport aux autres organisations bourgeoises est de tromper et d'encadrer la classe ouvrière, de se présenter comme un parti ouvrier. Il faut pour cela tout d'abord feindre de suivre les traditions révolutionnaires, conserver des mots révolutionnaires qui ne sont plus que des mots. Ensuite il faut feindre d'être dans l'opposition par rapport à la bourgeoisie, comme Poher, feint de s'opposer à Pompidou. Il faut aussi « mener des luttes ». Mais attention !, des luttes strictement économiques, restant dans les limites autorisées par le système capitaliste ; il faut veiller à ne pas être débordé, briser toute tentative de développer ces luttes revendicatives en luttes politiques, toute tentative d'en faire un tremplin pour l'éducation révolutionnaire des masses.

Mais alors, que sont les militants de base du parti communiste ? Si ces organisations sont des détachements de la bourgeoisie sont-ils aussi des bourgeois ? Les dirigeants, les appareils, la ligne, l'idéologie sont bourgeois. Mais les adhérents sont en grande majorité des ouvriers honnêtes, et même des révolutionnaires abusés.

Sans eux, précisément, le P. « C. » F. manquerait sa fonction contre-révolutionnaire qui est d'encadrer la classe ouvrière, en son sein et à l'extérieur de lui-même par la direction qu'il impose. Ce n'est pas la première fois que des organisations bourgeoises ont une base ouvrière : le syndicat F.O. créé à l'instigation de l'impérialisme U.S. en est un exemple ; les organisations de masse, les syndicats fascistes regroupaient des fractions importantes du peuple, à ce point que l'internationale insistait sur la nécessité d'y envoyer des communistes pour les arracher à l'influence fasciste. Le fait qu'il y ait des ouvriers dans une organisation ne signifie pas qu'il s'agit d'une organisation ouvrière. *Lénine* disait à propos du Parti travailliste anglais (*Labour Party*) : « Le Labour Party est certes constitué en majeure partie par des ouvriers, mais il n'en résulte pas que tout parti composé d'ouvriers soit en politique un parti ouvrier. Cela dépend des éléments qui le dirigent, ainsi que du contenu de son activité et de sa politique. Ces derniers facteurs nous disent seuls si nous sommes bien en présence du parti politique du prolétariat. De ce seul point de vue, le Labour Party est, au contraire, un parti profondément bourgeois, bien qu'il soit constitué par des ouvriers car il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires et dans l'esprit de la bourgeoisie ».

On pourrait aujourd'hui dire la même chose du P. « C. » F.

∴

● *RESULTAT DES POSITIONS TROTSKISTES :*

Le résultat logique de l'analyse des trotskistes et de prôner l'unité d'action avec le P. C. » F. Plus opportuniste que « l'Alliance des jeunes pour le Socialisme », « Rouge » ne le dit pas de cette manière mais par la négative : la révolution ne se fera pas contre le P. « C. » F. et la C.G.T. : *Il ne faut pas que le prolétariat rompe avec les organisations* (De la Bureaucratie, page 42). Dans la pratique il ne faut pas dénoncer le P. « C. » F. comme un traître, il ne faut pas faire tomber les illusions des masses sur ces organisations. Il faut défendre la C.G.T., appeler à y adhérer (un bel exemple est fourni par un journal local de la Ligue « Communiste », « La Taupe Rouge »). Le résultat du travail des trotskistes est de renforcer les illusions de la classe ouvrière et donc de renforcer le principal obstacle à la révolution. Dire que l'on veut faire la révolution, mais dans les faits, refuser de dialoguer, déblayer les obstacles qu'il y a sur la voie, c'est au fond de ne pas vouloir faire la révolution.

Le président Mao nous enseigne :

> *« Il ne suffit pas de fixer les tâches, il faut encore résoudre le problème des méthodes qui permettent de les accomplir. Supposons que notre tâche soit de traverser une rivière ; nous n'y arriverons pas si nous n'avons ni pont ni bateau. Tant que la question du pont ou du bateau n'est pas résolue, à quoi bon parler de traverser la rivière ? Tant que la question des méthodes n'est pas résolue, discourir sur les tâches n'est que bavardage inutile. »*
>
> Mao Tsé-toung.

(« Soucions-nous davantage des conditions de vie des masse et portons plus d'attention à nos méthodes de travail », 27 janvier . Petit Livre Rouge. page 248-249) : « La question du pont ou du bateau se pose concrètement pour nous de deux façons (entre autres) : Il faut éduquer constamment la classe ouvrière sur la question de la dictature du prolétariat et de la prise du pouvoir central, de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Nous sommes dans une société capitaliste, monopoliste, antichambre du socialisme, qu'aucune autre étape ne séparera du socialisme. On ne peut avancer aujourd'hui sans établir la dictature du prolétariat. Telle est la condition politique sans laquelle toute discussion sur l'organisation de la société future restera éternellement un bavardage.

Deuxièmement : comment y arriver ? Comment amener les masses à la conscience de cette nécessité ? Quel est le premier obstacle dans cette voie ? La présence de la bourgoisie au sein de la force principale de la révolution, le prolétariat, l'influence qui exerce encore le révisionnisme sur lui. La condition de tout progrès est donc d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme. Il s'agit là d'une lutte à mort entre la révolution et la contre-révolution, le marxisme-léninisme et le révisionnisme.

S'opposant au P.C.U.S. et à l'Internationale quand ceux-ci étaient révolutionnaires, les trotskistes ont pu aujourd'hui récupérer nombre de jeunes dégoûtés par les trahisons du P.C.U.S. et politiquement désorientés. Mais les trotskistes malgré une phaséologie de gauche refusent les deux moyens principaux d'avancer vers la révolution, les deux seules « transitions » possibles :

1. éduquer la classe ouvrière sur la question de la prise du pouvoir par le fusil, sur la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois et d'installer la dictature du prolétariat ;

2. faire tomber toutes les illusions de la classe ouvrière sur le P. « C. » F. et la C.G.T., l'arracher à l'influence révisionniste.

Les marxistes-léninistes sauront convaincre les éléments honnêtes trompés par le trotskisme, car, de gauche en apparence, les trotskistes sont, en fait, entièrement de droite.

Comme le dit un récent couplet de l'Internationale :

« OUVRE BIEN LES YEUX CAMARADE,
« ET VOIS OU SONT LES RENEGATS !
« SORS DU BROUILLARD DE CETTE RADE,
« REJOINS TES FRERES DE COMBAT !
« CRIE : A BAS LE REVISIONNISME !
« A BAS LES MYSTIFICATEURS !
« VIVE LE MARXISME-LENINISME !
« NOTRE IDEAL LIBERATEUR !

---

(1) « ... Le passage définitif de l'internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionaire dans le monde entier... a crée d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétarait mondial » (programme de transition).

C'EST DE CRITIQUES CONSTRUCTIVES DONT NOUS AVONS BESOIN !

L'Humanité Rouge a reçu de nombreuses lettres de critiques pendant la première partie de la campagne électorale des présidentielles, émanant presque exclusivement de lecteurs et groupes de diffusion étudiants. Deux critiques essentielles ressortaient de ce courrier : il fallait « présenter » un candidat marxiste-léniniste d'une part, il fallait aussi attaquer Krivine et les trotskistes de meilleure façon.

Sur la première de ces deux critiques, l'article de Raymond Casas publié la semaine dernière a fourni une sage réponse ; il est d'ailleurs à noter que l'immense majorité des lecteurs ouvriers avait approuvé la ligne « d'abstention » préconisée. En milieu étudiant, il est peu surprenant que se soit manifestées une certaine impatience et quelque incompréhension d'une juste ligne que l'on croyait pouvoir contester à partir même d'une interprétation livresque de textes de Lénine. Mais nous faisons entière confiance aux étudiants pour qu'il réfléchissent et comprennent qu'une fois encore en ces circonstances, le bon sens politique prolétarien est venu essentiellement des usines et des vrai que la candidature Krivine n'était pas ressenouvriers d'avant-garde marxistes-léninistes. Il est tie de la même façon chez les travailleurs que dans l'université et que, partant, les étudiants pouvaient se tromper beaucoup plus facilement.

Sur la seconde critique, nos lecteurs ont eu tout à fait raison. Mais beaucoup d'entre eux ne sont pas allé jusqu'à aider l'Humanité Rouge à corriger concrètement son insuffisance. Cette insuffisance a principalement tenu au souci permanent du Comité de Rédaction de refléter dans le journal l'essor de la lutte de classe des travailleurs (qui sont fort peu au fait des manœuvres trotskistes). C'est pourquoi nous pensons qu'il n'est pas trop tard pour publier le résultat de ce qu'on peut appeler une critique constructive, positive. C'est le texte qui nous a été envoyé par le Groupe de diffusion de l'Humanité Rouge de Nanterre, que nous aurions été satisfaits de recevoir une semaine plus tôt pour pouvoir le diffuser avant même le scrutin du 1er juin. Il constitue à nos yeux un exemple de la critique telle que nous la concevons. Camarades, il ne suffit pas de critiquer (ce qui reste nécessaire et utile), il faut aussi considérer notre H.R. non comme une entité abstraite, coupée de vous dans la pratique, mais au contraire comme VOTRE journal, où vous avez le devoir d'écrire, que vous avez le devoir d'aider sur tous les plans y compris le plan rédactionnel, comme l'on fait les camarades diffuseurs de Nanterre. Le Comité de rédaction.

AU SUJET DES PRÉSIDENTIELLES ET D'UNE CANDIDATURE RÉVOLUTIONNAIRE

Après la victoire du NON au référendum, les révisionnistes du P. « C. » F. se sont trouvés dans une situation impossible, eux, qui, depuis dix ans, souhaitaient une victoire électorale, eux qui dans ce but ont empêché tout développement des luttes populaires, seul moyen de renverser la domination réactionnaire de la bourgeoisie (qu'on se rappelle la trahison du 1er mai).

Quels résultats ont-ils obtenus ?

« L'Union de la Gauche » s'est effondrée grâce à la tempête révolutionnaire de mai.

Le P. « C. » F. en est réduit à présenter Jacques Duclos comme candidat des « forces ouvrières et d'union démocratiques ».

Il en est réduit à faire des discours de gauche en apparence, tonnant contre les « diviseurs », attaquant ses alliés d'hier (et de demain), Defferre et autres politiciens pourris qu'il continue d'appeler socialistes.

Aujourd'hui, par rapport au P. « C. » F., dans la classe ouvrière, les marxistes-léninistes sont peu implantés, donc relativement isolés, surtout si l'on considère le cas précis des élections : si le P. « C. » F. avait réédité son opération de 1965 (appeler à voter Mitterrand au 1er tour), il est certain que de nombreux communistes ne se seraient pas reconnu dans une telle candidature et auraient accueillis avec sympathie un candidat communiste marxiste-léniniste (même si ces militants communistes étaient encore sous l'emprise idéologique des révisionnistes).

Mais le P. « C. » F. n'a pas choisi Duclos par hasard : sa personne symbolise un long passé de luttes, et pour une grande masse ouvrière, soumise à l'électoralisme, voter pour lui signifiera s'opposer aux politiciens bourgeois, ce sera un vote de classe.

Dans ces conditions, une candidature marxiste-léniniste n'aurait été soutenue par aucun mouvement de masse (ou un mouvement extrêmement réduit). Elle n'aurait été qu'une forme de propagande centrale. Mais, pour nous, la propagande centrale est subordonnée au travail à la base d'implantation.

Citons à ce sujet une résolution du IIe Congrès de l'Internationale Communiste de 1920 :

« La tribune du Parlement est un point d'appui secondaire... Son utilisation doit être totalement subordonnée aux buts et aux *tâches* de la lutte extra-parlementaire des masses. »

Aujourd'hui, quelles sont les tâches des communistes marxistes-léninistes ? C'est de gagner l'avant-garde, de l'organiser, de l'arracher à l'influence contre-révolutionnaire et paralysante du P. « C. » F. et de la C.G.T.

Et l'avant-garde, on ne la gagne pas par des raccourcis, mais par un travail prolongé, pas seulement par la propagande centrale, mais par l'organisation à la base surtout.

Indépendamment des difficultés matérielles que nous aurions eues à réunir les cent signatures, il nous semble évident que nous aurions dû être très stricts sur les conditions politiques de leur obtention, et que nous aurions dû publier et les signatures et les conditions : en effet, pour couper court aux insinuations des révisos, et avoir une attitude claire vis-à-vis des masses, il aurait fallu mettre en avant une base minimum, c'est-à-dire un programme révolutionnaire, et non utiliser uniquement les contradictions internes de la bourgeoisie, c'est-à-dire mettre en avant principalement des revendications démocratiques, comme l'a fait « Rouge » (trotskyste).

Rouge a, sur les élections, une attitude quelque peu incohérente que ses militants ont de la peine à défendre, on l'a vu devant Renault : que répondre aux ouvriers qui leurs reprochent d'avoir appelé au boycott (c'est-à-dire à l'abstention au référendum) et de profiter de ce que le NON est passé pour présenter un candidat ?

Les idées développées par Rouge et par Krivine à la télé sont de deux catégories :

1) les idées justes, qui ne sont pas les leurs propres, qui sont les idées de mai, les idées de tout le mouvement révolutionnaire (le pouvoir est dans la rue, pas dans les urnes, il faut dénoncer les politicards bourgeois et tous leurs tripotages anti-populaires...). Ce sont elles que Krivine développe le plus jusqu'à présent. Elles sont et seront reprises par tous les groupes révolutionnaires qui ont une quelconque implantation à la base. Leur diffusion par Krivine crée en faveur de la « ligue » un courant d'opinion, mais ce courant d'opinion ne peut être limité qu'à certains secteurs de la petite bourgeoisie, en particulier la petit bourgeoisie intellectuelle, les étudiants, où Rouge existe en tant qu'organisation, ce qui n'est pas le cas dans la classe ouvrière.

2) les idées propres à la Ligue :

Krivine, à R.T.L., calomnie copieusement la Chine qui édifie le socialisme et soutient les luttes révolutionnaires des peuples du monde entier.

Il paraît qu'en Chine n'existerait pas la démocratie (bourgeoise, certainement pas) : la preuve en est que « Liou-Chao-Chi n'a pas pu s'exprimer ». Et quand on pense que Liou a été président de la R.P.C. pendant près de 20 ans...

La Ligue avance le mot d'ordre farfelu d'« Assemblée Constituante des Travailleurs », qui n'a aucune signification. Où sont aujourd'hui les conseils ouvriers qui, selon « Rouge », éliraient démocratiquement cette assemblée ? Ce mot d'ordre est de gauche en apparence, de droite en réalité.

Il ne rend pas compte des tâches des communistes aujourd'hui : ce n'est pas d'essayer de mobiliser les masses (sans aucun espoir, nous pouvons le prédire à « Rouge ») sur n'importe quoi, mais de commencer par le commencement : rendre confiance à la classe ouvrière en l'organisant.

Pour terminer, soulignons que Krivine se berce d'illusions, s'il croit convaincre et regrouper autour de lui l'avant-garde ouvrière en se contentant de faire « germer l'idée que seule la lutte paie ». Pour le prolétariat révolutionnaire, le problème actuellement est justement de savoir comment mener cette lutte, quelle attitude avoir vis-à-vis de la C.G.T. et du P. « C. » F., comment se lier aux larges masses et les organiser, etc.

Si l'ouvrier peut avoir de la sympathie pour un intellectuel qui vient au nom du mouvement de mai, lui expliquer le sens et la portée de cette lutte, il ne reconnaîtra pas en lui un dirigeant prolétarien capable de le guider dans son travail quotidien. Et de ce point de vue, il est naïf de croire qu'il est possible d'unir l'avant-garde ouvrière en rupture avec le P. « C. » F., grâce à une campagne électorale.

Par contre, il est évident que cette campagne est un moyen privilégié de s'adresser aux masses de paysans pauvres, du prolétariat des petits centres industriels, pour qui la télé et la radio sont souvent le seul lien avec la vie politique. Mais Krivine, par les objectifs qu'il s'est fixé ne s'adresse pas à eux. Il ne parle jamais, par exemple, du problème paysan, et de toutes les façons, par le ton très abstrait de ses propos, il est peu compréhensible pour les masses ignorantes de la « grande politique ».

Finalement, ce qu'il perd sur ces deux tableaux, il le regagne chez la petite-bourgeoisie intellectuelle progressiste : un peu de Guevara plus un peu de socialisme démocratique (tout, sauf stalinien), plus le rappel de mai semblent être le bagage indispensable de tout candidat révolutionnaire. Est-ce la voie de la construction d'un parti révolutionnaire reconnu par le prolétariat ?

Nous ne le pensons pas.

ORSAY REÇOIT EDGAR FAURE

Lundi 2 juin, le ministre de l'Education Nationale venait en visite à la faculté des Sciences d'Orsay, pour rendre hommage à une faculté « sage » où l'année s'est déroulée malgré quelques ratés sans trop d'incidents. Il est arrivé avec toute la presse (R.T.L., Europe 1, France Inter, A.F.P...) et comptait bien montrer à la France entière qu'il existait encore dans notre pays au moins une faculté où « les étudiants veulent étudier », « les chercheurs chercher », « les techniciens travailler » et ont su apprécier la politique « éclairée » de participation de leur ministre.

Le cirque était bien préparé, le champagne au frais, personne n'était au courant à part le doyen, quelques professeurs réactionnaires ou révisionnistes. Mais au moment où tout ce beau monde cravaté était réuni à la cafétéria pour sabler le champagne, plus de 300 techniciens, chercheurs, étudiants de la faculté, drapeaux rouges en tête, venaient montrer au ministre qu'ils n'aimaient pas être nargués dans la faculté même. Mobilisés en moins d'une demi-heure par le S.N.P.C.E.N. (Syndicat des Travailleurs Contractuels de la Fac), les comités d'action du personnel et des étudiants, nous venions signifier par nos mots d'ordre que nous n'étions pas dupes de la politique démagogique du ministre :

— PAS DE CONTRATS, DES POSTES (revendication des techniciens qui refusent les contrats d'embauche qui permettent aux patrons de la recherche de licencier sans réemploi à la fin du contrat, et qui demandent la création de postes).
— PARTICIPATION = répression.
— PARTICIPATION PIEGE A CONS.
— FAURE MARCELLIN, UN MEME COMBAT.
— A BAS LA LOI FAURE, A BAS LA SELECTION.
— 8 % DE FILS D'OUVRIERS EN FACULTE.
— A BAS L'UNIVERSITE DE CLASSE.

Devant cet accueil chaleureux et imprévu (Edgar n'avait avec lui que 5 ou 6 barbouzes) le ministre devint pâle et voulut sortir pour nous expliquer, sans doute, qu'il était de tout cœur avec nous ; mais par contre il refusa de répondre à nos questions sur les menaces de licenciement, sur les contrats, la répression lors des épreuves d'agrégation, dans les lycées... Sur ces entrefaits, il fut fermement convié à déguerpir ; pour plus de sûreté il fut accompagné, à pieds, par le cortège jusqu'à la sortie de la fac.

Nous pouvons tirer trois leçons de cette journée :

1) Fait nouveau dans une faculté, les techniciens de la recherche scientifique (accompagnés de quelques chercheurs) étaient plus nombreux que les étudiants, il est vrai que les étudiants sont absents en période d'examen. Mais il y a à cela une autre raison, qui nous intéresse plus : c'est la menace très précise, qui pèse sur la sécurité de l'emploi dans la recherche scientifique. Cela fait longtemps que les

Les ruades d'E. Faure à Orsay...

contrats entre une entreprise privée ou semi-publique et un laboratoire d'Etat sont entrés dans les mœurs. Cela fait longtemps que les militants ont dénoncé ce système qui rend les postes sous contrat « précaires et révocables » selon les termes même de l'administration. Mais le fait nouveau, c'est que dans la conjoncture d' « austérité » que nous vivons, des licenciements massifs se produiront effectivement ; les travailleurs de la recherche sentent venir l'orage et la colère gronde. Premier signe : une grève qui dure depuis trois semaines des 300 travailleurs de l'Institut National d'Astronomie et de Géophysique (I.N.A.G.). Deuxième signe : une manifestation de 1 000 personnes, jeudi 29 mai, à la place de la Concorde, pour escorter une délégation au ministère de la Recherche.

Or, ce fait nouveau, le rôle des techniciens, la presse bourgeoise l'a ostensiblement passé sous silence, préférant faire croire qu'il s'agissait de l'inévitable « trouble-dû-aux-éléments-provocateurs-gauchistes ». Le journaliste de « France-Soir », quant à lui, désigne les techniciens sous le nom « d'étudiants en blouse blanche » !

2) Quant aux révisionnistes, ils brillèrent une nouvelle fois par leur trahison : en effet, un éminent professeur de mathématique, membre du P. « C. » F, prévenu trois heures avant l'arrivé du ministre, s'est bien gardé d'ébruiter le secret et n'a prévenu ses petits camarades participationnistes du S.N.E.S.U.P. et de l'U.E. « C. »-U.N.E.F.-renouveau qu'au dernier moment ; ce qui n'a pas empêché « l'Humanité » de qualifier la visite d'Edgar Faure d'« inopinée ». D'ailleurs, fidèles à leur tradition de ne délaisser aucun terrain de lutte (même celui des cocktails mondains) ils étaient présents pour sabler le champagne et comptaient bien, entre deux coupes, poser quelques questions insidieuses au ministre. Malheureusement, au moment où les révisionnistes allaient lancer leur réplique la plus fine, les masses ont eu le mauvais goût d'intervenir. Mais organiser une manifestation, il n'en était pas question. Et nous avons pu voir, dix mètres derrière les manifestants, les révisionnistes contemplant le spectacle, affligeant pour eux, d'un ministre se faisant conspuer.

3) Pour l'A.J.S. (trotskystes de droite) son attitude fut tout à fait celle d'opportunistes et de bureaucrates : on ne pouvait rien faire si l'Intersyndicale de la faculté n'appelait pas (pourquoi pas attendre les décisions du bureau confédéral de la C.G.T.). Une fois la manifestation organisée par les comités d'action, fidèles à leurs habitudes, ils essayèrent de se mettre en avant et n'eurent rien de plus pressé que de proposer de se réunir calmement dans un amphi au moment où les masses voulaient expulser Edgar Faure de la fac.

Groupe « HUMANITE ROUGE » d'Orsay.

ARGENTINE : LE POURQUOI DE LA RÉVOLTE DU PEUPLE

Le coup d'Etat de 1966 n'a été qu'une étape de plus d'un processus, hélas, bien connu du peuple argentin : il ne s'agissait que d'une manœuvre de l'impérialisme pour assurer le maintien de son emprise sur le pays menacé par la montée des forces populaires. Désormais le principal objectif du gouvernement Ongania a consisté à renforcer sa position en offrant à la classe ouvrière, traditionnellement tenue à l'écart du pouvoir, une soi-disant participation à des assemblées de type plus ou moins corporatiste. Cette attitude masquait le motif réel : mâter la combativité de la classe ouvrière afin d'imposer une politique économique fondée sur le blocage brutal des salaires, l'injection massive des capitaux étrangers et le retour progressif à l'entreprise privée, soumise elle-même au contrôle par l'étranger des secteurs-clé de l'économie nationale. Aussi, dès que se dessinait le moindre conflit, en particulier à partir de la crise sans précédent que traverse l'industrie sucrière, le gouvernement faisait appel à la collaboration de la bureaucratie syndicale pour sauvegarder l'aspect « légal » tout en se servant des forces de répression pour faire régner la « paix sociale ».

Les étudiants et ouvriers de Cordoba affrontent hardiment la police

Il convient de rappeler qu'une des premières mesures que la dictature d'Ongania a été amenée à prendre a consisté à liquider la gênante autonomie des universités, efficacement co-gérées par étudiants et enseignants. L'abolition de cette autonomie, au moyen de l'installation de délégués gouvernementaux et la mise en place de moyens de répressions sans précédent, s'est avérée dès l'abord indispensable devant la prise de conscience croissante des étudiants et leur solidarité grandissante avec les forces ouvrières. On prétendait de la sorte couper les étudiants du reste du pays et en particulier de la classe ouvrière, en invitant cette dernière à une participation-bidon par l'entremise des dirigeants syndicaux, vendus aux intérêts du gros patronat et du gouvernement.

Cependant la politique déflationniste réalisée comme d'habitude sur le dos des salariés n'a pas donné les résultats escomptés. D'après les statistiques officielles l'augmentation du coût de la vie a atteint en deux ans 30 % tandis que les salaires ne montaient que de 8 %. Cette baisse du pouvoir d'achat s'est accentuée dernièrement avec la hausse des prix des produits alimentaires de base, des tarifs de transports, etc. : la soi-disant politique de « stabilisation économique » montrait ainsi son vrai visage.

Le peuple n'a pas tardé à réagir : dès le début de 1969 on a vu se produire une série d'attentats terroristes. En même temps qu'ils permettaient de s'emparer d'armes, ils portaient atteinte même si ce n'est que symboliquement, à un des principaux piliers de la clique Ongania : les forces armées. Le rôle de celles-ci, comme dans tous les pays de l'Amérique latine non libérée, consiste de plus en plus à sauvegarder les intérêts de l'impérialisme. Ceci explique l'alternance des gouvernements à façade démocratique et des dictatures militaires les plus brutales qui viennent relayer les premiers chaque fois que ceux-ci ne sont plus capables de contenir la poussée des forces populaires. L'armée donc, qui se proclame bien entendu « apolitique », est en fait le meilleur garant des grands trusts impérialistes et de leurs hommes de pailles argentins.

Les événements qui viennent de se dérouler en ce moment même en Argentine (voir H.R. n° 15) montrent clairement que l'histoire peut déjouer — et déjoue — les plans ourdis par l'impérialisme et ses laquais en uniforme ou en civil. Une manifestation de 40 000 personnes réunissant au coude-à-coude ouvriers et étudiants, et qu'appuyait l'ensemble du peuple, a mis en fuite 1 800 policiers armés jusqu'au dents. La panique s'est emparée des militaires argentins qui viennent de proclamer à la hâte, sans même consulter le fantoche Ongania, la loi martiale. La C.G.T. est déchirée au niveau de la direction par les manœuvres du gouvernement et les ambitions des bonzes corrompus de la bureaucratie syndicale. A l'heure qu'il est, des combats héroïques se sont déroulés dans de nombreuses villes du pays, mettant aux prises le peuple d'un côté et de l'autre la flicaille, renforcée notamment par les paras armés de mitraillettes et de bazookas, et dirigés par des officiers entraînés à la lutte contre-révolutionnaire dans les camps nord-américains de Panama.

La presse bourgeoise elle-même n'arrive pas à dissimuler la puissance extraordinaire de ce mouvement qui a fini par unir les forces populaires et anti-impérialistes de l'Argentine. La lutte a gagné désormais toutes les villes importantes du pays et démontre que la volonté populaire peut venir à bout des exploiteurs.

VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE ARGENTIN !

VIVE L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES ETUDIANTS !

A BAS L'IMPERIALISME ET SES DICTATEURS FANTOCHES !

SOLIDARITE ACTIVE AVEC LE PEUPLE ARGENTIN !

Un groupe de militants anti-impérialistes.

GUADELOUPE

UNE NOUVELLE VICTOIRE OUVRANT LA VOIE A D'AUTRES LUTTES !

Le dimanche 1er juin 1969, répondant à l'appel du Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe (G.O.N.G.),

— 68 % du peuple guadeloupéen se sont, avec mépris, détournés du cirque électoral de l'élection du Président de la République française,

— 68 % du peuple guadeloupéen ont infligé une nouvelle défaite :

- au colonialisme français et ses valets ;
- aux faux communistes de la direction du P. « C. » G.

— 68 % du peuple guadelopéen, ouvriers, paysans pauvres en tête, indiquent ainsi leur niveau de conscience et leur détermination d'en finir avec le colonialisme.

Après les victoires de mars 1967, juin 1968 et du 27 avril 1969, le mot d'ordre d'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE, compris et suivi par un nombre toujours croissant de patriotes ouvre la voie à de nouvelles et victorieuses luttes des ouvriers et paysans pauvres, conduisant le peuple guadeloupéen à la conquête de l'INDEPENDANCE NATIONALE.

Le deuxième tour de cette élection — autre partie de la farce électorale — verra parvenir à la tête de l'Etat français l'un ou l'autre chef de file de la réaction française et ne modifiera en rien la lutte du peuple guadeloupéen.

SUR SA LANCEE REVOLUTIONNAIRE, NOTRE PEUPLE,

— méprisant une fois de plus le cirque électoral,

— démasquant encore plus les mots d'ordre néo-colonialistes des faux communistes du P. « C. » G. (Ces derniers, maintenant que leurs « maîtres » s'abstiennent en France, vont parler aussi d'abstention en Guadeloupe. Mais, ils le feront toujours dans le sens anti-national et de trahison des intérêts des masse travailleuses, du peuple guadeloupéen).

INFLIGERA UNE DEFAITE ENCORE PLUS CUISANTE au colonialisme et à ses valets réactionnaires et « sociodémocrates » du « P. « C. » G.

ABORDERA AVEC CONFIANCE ET INTREPIDITE UNE NOUVELLE ETAPE DANS SA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE, sous la direction du G.O.N.G., organisation d'avant-garde des ouvriers et paysans pauvres guadeloupéens.

PATRIOTES GUADELOUPEENS !

— EN AVANT DONC POUR DE NOUVELLES LUTTES !

— EN AVANT RESOLUMENT POUR DE NOUVELLES VICTOIRES !

— EN AVANT POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE !

VIVE LA GUADELOUPE LIBRE !

Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe

Le G.O.N.G.

★ A LA FACULTÉ DE VINCENNES, LUTTE ANTI-FASCISTE ET LUTTE ANTI-RÉVISIONNISTE ★

A la Faculté de Vincenes, deux « Affaires » retiennent actuellement l'attention : « L'affaire Duprat » et « l'affaire Gisselbrecht ».

Dernièrement, des militants ont déshabillé un des fondateurs d'Occident, le fasciste Duprat, l'ont enduit de sauce tomate et chassé de la Fac. Cette action eut le mérite de poser la question de la lutte antifasciste au moment où se multipliaient les coups de mains de la racaille fasciste ; mais elle ne fut pas menée de façon juste.

Cette mise à nu d'un fasciste ne fut pas une mise à nu du fascisme. Organisée comme un spectacle et menée de façon purement militaire, elle ne s'appuya pas sur la masse des étudiants et ne s'accompagna d'aucun travail de propagande sérieux sur la fascisation et le danger fasciste. C'est ainsi qu'une action qui aurait pu être positive se transforma en faute politique. Une telle faute n'est pas un fait isolé, elle s'inscrit dans la ligne politique d'un courant spontanéiste et « anti-autoritaire », qui a pris son origine dans la révolte antirévisionniste, mais agit aujourd'hui comme obstacle au ralliement des intellectuels sur la position du prolétariat et de son avant-garde marxiste-léniniste : il a mené à la faillite le Comité d'Action, en substituant l'action minoritaire à l'action de masse, le putschisme à la violence de masse, l'anti-autoritarisme et l'utopie réformiste de « subversion de l'Université » à la lutte contre l'Université Bourgeoise. Et s'il se drape souvent dans le drapeau rouge de la pensée de Mao Tsé-toung, c'est pour mieux le combattre. Ce courant non prolétarien traduit la lutte des classes à l'Université et est un effet de la trahison révisionniste ; mais en même temps, par ses erreurs, il rejette bon nombre d'étudiants dans les bras des révisionnistes et des trotskistes ; c'est pourquoi il doit être fermement combattu si l'on veut entraîner le mouvement étudiant sur les positions du prolétariat.

Les révisionnistes de Vincennes exploitèrent cette faute politique pour attaquer le marxisme-léninisme et la révolution socialiste. Au lendemain du « spectacle Duprat », ils s'empressèrent de sortir un tract où ils réussirent l'exploit de renier jusqu'au principe même de la violence révolutionnaire et antifasciste et de ne parler d'aucun des raids fascistes qui se sont multipliés depuis mai. « Il y a d'autres moyens, disent-ils, d'isoler et de mettre hors d'état de nuire les ennemis déclarés de la démocratie qu'une action délibérément minoritaire et violente (sic), de celles qui précisément donnent toute possibilité à la provocation policière. » Voilà bien la théorie-clé de la provocation. Ne manifestons pas le 1er mai, il y aurait des provocations fascistes et gauchistes ! Entre les référendums et les présidentielles, calme et dignité. »

Les « autres moyens » d'isoler le fascisme selon les révisionistes, c'est de faire confiance aux politiciens du P. « C. » F. qui nous mijotent un passage au socialisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise et de l'appuyer par de « larges actions de masses » : Promenades République-Bastille, quand les masses sont encore « contrôlables », grèves — soupapes brisées « à temps », meetings où « les étudiants accusent le capitalisme » entre deux séances de propagnande pour la participation fauriste à l'Université. »

Le P. « C. » F. dit oui à la violence quand elle est organisée par son service d'ordre contre les militants révolutionnaires, il dit non à la violence quand il s'agit de combattre l'Etat bourgeois. Le P. « C. » F. dit non à la violence parce qu'il dit non à la révolution, non à la dictature du prolétariat. Le P. « C. » F. désarme les masses devant le danger fasciste ; par là il fait le lit du fascisme.

Luttons contre la fascisation, contre le danger fasciste et contre le pouvoir des monopoles en nous unissant dans un Front Universitaire antimonopoliste et anti-impérialiste !

Luttons contre le révisionnisme, qui fait le lit du fascisme !

Gisselbrecht, professeur à la Fac de Vincennes, dans un article de l'Humanité du 20 mai (« Isoler la bourgeoisie ou effrayer le bourgeois ») exprime de façon concentrée cette trahison révisionniste et ces attaques contre le marxisme-léninisme et la révolution socialiste. Par la plume de ce sous-fifre, le P. « C. » F., obligé de présenter un candidat de « la gauche » sans « la gauche » tente de justifier sa politique de collaboration de classe ; d'une part en attaquant les révolutionnaires et en pratiquant l'éternel amalgame entre marxisme-léninisme - pensée de Mao Tsé-toung, et idéologies petites-bourgeoises « antiautoritaires », spontanéistes, putschistes... (qui connaissent un regain après mai, à la faveur de la trahison révisionniste) ; et d'autre part en échaufaudant des justifications pseudo-marxistes aux falsifications révisionnistes (sur la violence, l'Etat, le Front Uni antimonopoliste et la révolution socialiste) : « théories » de la démocratie avancée, du passage pacifique et des « classes moyennes ».

A la suite de cet article, une unité de Philo avait décidé de demander à Gisselbrecht des explications, dans une lettre « courtoise ». Gisselbrecht ne daigne pas répondre, les étudiants sont alors venus le trouver dans son unité de valeur. Gisselbrecht refuse le débat politique sous prétexte qu'il est là dans l'exercice de sa fonction enseignante !, mais les étudiants réussissant à obtenir de lui qu'il vienne s'expliquer publiquement le vendredi 23 dans un amphi.

Dès lors une intense propagande est faite par les militants antirévisionnistes, pour que cette séance d'explication se transforme en critique de masse du révisionnisme. Mais Gisselbrecht remit ses engagements et refuse toute explication. Le vendredi, en effet, à l'heure fixée, Gisselbrecht est introuvable dans la Fac. Par contre à une réunion du S.N.E.S.-Sup, les révisionnistes tentent de faire adopter une notion provocatrice condamnant le prétendu terrorisme des étudiants révolutionnaires. Peine perdue, la majorité du S.N.E.S.-Sup vote une motion contraire : un prof de Vincennes, militant syndicaliste, doit ne pas refuser la discussion avec les étudiants quant à ses prises de position publiques sur le mouvement étudiant.

Au même moment, deuxième provocation, la « cellule communiste et le secteur U.E.C. de la Faculté de Vincennes » distribue un tract crapuleux intitulé « Halte aux destructeurs de la Faculté » : déformant sciemment l'attitude des étudiants révolutionnaires pour mieux les présenter comme les terroristes, ce papier va jusqu'à traiter les révolutionnaires de fascistes et agents de l'U.D.R. : « poujadisme intellectuel », « brimades saint-cyriennes », « des gens chez qui la position anticommuniste ne se distingue que par les références « rouges » de celle de la droite et de l'extrême droite »...

Ajoutons à cela les attaques haineuses contre la Révolution culturelle et la pensée de Mao Tsé-toung. Et le tout se termine par des intentions de provocations. « Vu la personnalité et les agissements de ceux qui en ont seuls l'initiative, étant donné que si la réunion avait lieu, notre camarade serait évidemment loin d'être seul, elle dégénérerait inévitablement en affrontement violent » (sic). Les révisionnistes passent en effort peu après aux actes.

Les étudiants révolutionnaires et les marxistes-léninistes décident de redemander des comptes à Gisselbrecht à la sortie de son Unité de valeur le mardi 27 mai, et préparent leur action par une campagne pour démasquer les révisionnistes sur les thèmes : qui sont les provocateurs, qui fait le fascisme, qui participe au fonctionnement de l'Université bourgeoise, qui est anticommuniste.

Le mardi, environ 300 étudiants se pressent à la sortie de l'Unité de valeur, mais Gisselbrecht refuse de s'expliquer, reste enfermé dans la salle sous la protection de gardes du corps U.E.C. et J.C. Tandis qu'à l'intérieur de la salle les révisionnistes se font des matraques avec les pied des tables, les étudiants se refusant de tomber dans les provocations révisionnistes tiennent un meeting antiréviso de plus d'une heure, au bout de laquelle ils laissent sortir les révisos non sans les accompagner jusqu'à la sortie de la fac sous la forme d'une petite manifestation (L'Humanité du lendemain intervertira le noir et le blanc en accusant les étudiants révolutionnaires d'être venus armés de matraques).

Les étudiants révolutionnaires ont remporté là une victoire politique contre le révisionnisme. Gisselbrecht refuse de s'expliquer et les révisionnistes, à la critique politique, répondent en provocant, en mobilisant un service d'ordre et en se préparant des matraques ; par leurs activités provacatrices, les réviso ne font que révéler la nature contre-révolutionnaire de leur ligne politique et la nature social-fasciste de leur pratique. En s'opposant furieusement au marxisme-léninisme et au mouvement révolutionnaire, c'est sa propre tombe que la clique révisionniste est en train de se creuser.

Le président Mao nous enseigne : « Provocation de troubles, échec, nouvelle provocations, nouvel échec ; et cela jusqu'à leur ruine — telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique ».

Dénonçons à la faculté le révisionnisme et la politique participationniste de l'U.E.C.-P. « C. » F. !

Arrachons les masses populaires à l'influence du révisionnisme !

Implantons la conception marxiste-léniniste dans le mouvement étudiant et unissons-le sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste !

Groupe H.R. de la Fac de Vincennes.

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

Camarades, il n'y a pas d'autre solution pour en sortir que celle du renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste en France et dans le monde entier. Que ces élections soient l'occasion de renforcer cette avant-garde en quantité et en qualité.

Le marxisme-léninisme représente la vérité historique contre tous les courants. La vérité a un accent : au-delà de la comédie électorale, au-delà du troisième acte, notre voix sera entendue et comprise par de nouveaux camarades, ils nous rejoindront et c'est pour nous présentement l'essentiel.

H.R.

CONSEIL OUVRIER RENAULT-BILLANCOURT

NI POHER — NI POMPIDOU

Une fois de plus, la pratique a prouvé qu'à chaque fois que la bourgeoisie organise les élections, elle en sort victorieuse.

Longtemps avant nous, Lénine condamnait sans pitié ceux qui prétendaient que l'électoralisme pouvait être l'aspiration des masses populaires :

> « *Les opportunistes de l'Europe Occidentale attendent précisément quelque chose de plus du suffrage universel, ils partagent eux-mêmes et inculquent aux peuples cette idée fausse que le suffrage universel est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.* » (Lénine, « L'Etat et la Révolution. »)

Continuant de prendre à contre-pied les enseignements de Lénine, les dirigeants du P. « C. » F., au lendemain des élections, appellent à la « seconde étape » de l'unité de la « gauche ». Ils continuent donc à entretenir l'illusion de la voix pacifique au socialisme avec les pires ennemis de la classe ouvrière de France (Mollet, Mitterrand et Cie).

Il doit être clairement dit que jamais cette alliance ne sera possible et que même si elle l'était, ce n'est pas avec *les agents de la bourgeoisie* que l'on peut arriver au socialisme. Rappelons-nous 1936, où ils ont saboté le front populaire ,1945, où ils ont appelé de Gaulle au pouvoir.

Pour arriver à cette alliance, il faut s'attendre à ce que de nouveau les luttes soient brisées, que de nouveau on essouffle les travailleurs avec des grèves de un quart d'heure, une heure et même deux heures.

Ne permettons pas cela. Organisons-nous en Comités de Base en vue des prochaines luttes et exigeons nos justes revendications que les révisionnistes « ont oublié » en mai 1968, pour participer aux élections.

— ABROGATION DES ORDONNANCES ;
— NOS 40 HEURES ;
— LA RETRAITE A 60 ANS ;
— ET POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES, un statut égal en tous points avec les travailleurs français, avec en plus, garantie de l'embauche au bout de 15 jours, des logements humains et pas des bidonvilles.

NON A L'ELECTORALISME !
NON AU CAPITALISME !
NI POHER, NI POMPIDOU !
VIVE LA LUTTE DE CLASSES !
VIVE LA REVOLUTION ARMEE !

Conseil Ouvrier de la R.N.U.R.

CONFÉRENCE DE MOSCOU

(*Suite de la première page*)

tels Noirot et son groupe, créant leur propre revue droitière, — qui, après tout, ne fera que continuer la ligne révisionniste de « Démocratie Nouvelle », feu la revue de politique étrangère du P. « C. » F., dont Noirot était rédacteur en chef.

Parmi les partis révisionnistes des pays capitalistes, il est vrai, les sociaux-impérialistes russes disposent toujours d'une clientèle inconditionnelle : les appareils révisionnistes d'Amérique latine et des pays arabes, complètement à l'écart des luttes révolutionnaires de leurs peuples, quand ils ne la combattent pas ouvertement.

Pour ce qui est des partis au pouvoir en Europe Orientale (Albanie exceptée) et en Mongolie, la situation n'est pas plus brillante : le Parti Roumain résiste au social-impérialisme russe, tout en lui faisant des concessions verbales.

Mais il se place uniquement sur le terrain nationaliste : sa position est identique à celle des révisionnistes de Moscou (ou proche de celle-ci) sur une série de problèmes capitaux qui concernent aussi bien la gestion de l'économie, le domaine culturel que la politique internationale sur les questions du sionisme et de l'attitude à l'égard de l'Allemagne de Bonn ; ils se situent même à droite de Brejnev, Ulbricht et Gomulka.

Au fond leur position s'apparente à celle des titistes-Cela ne met évidemment pas en cause l'attitude de soutien que doivent observer les marxistes-léninistes et les progressistes à l'égard de la résistance aux empiètements et aux menaces des sociaux-impérialistes russes, observée par le parti et l'Etat roumains (1).

Mais aucune illusion ne doit être entretenue quant aux caractéristiques dominantes nationalistes-bourgeois de ce parti et de cet Etat.

Des tendances analogues se manifestent, à des dégrés divers dans les autres Etats, ex-socialistes. La clique de Gomulka, par exemple, s'engage dans la voie du rapprochement avec l'Allemagne de Bonn, au grand dam des révisionnistes est-allemands.

Il est vrai que ces derniers, de par la puissance économique de la R.D.A., font de plus en plus cavalier seul sur le plan international. La récente reconnaissance diplomatique de la R.D.A. par plusieurs pays d'Asie et d'Afrique, qui aurait en d'autres temps, été saluée par les progressistes de tous les pays, n'a pas d'autre signification, aujourd'hui, que l'irruption sur le plan international, d'un nouvel Etat social-impérialiste. Cela ne manquera pas de poser, à plus ou moins longue échéance, des problèmes complexes aux dirigeants de Moscou.

Husak et les autres marionnettes de Prague, fort occupés (c'est le cas de le dire) à réprimer leur propre peuple, ne causeront, certes, aucune difficulté, eux, à leur maître Brejnev, qui les a fait (pour combien de temps ?) roitelets de la Tchécoslovaquie « fraternellement » envahie.

Les divers textes et commentaires plus ou moins inspirés que l'on a pu lire dans la presse bourgeoise et révisionniste, indiquent que Brejnev, Kossyguine et Cie, ont renoncé à faire condamner le Parti Communiste Chinois par la conférence : les difficultés se sont avérées insurmontables.

Certains partis, tels le Roumain et l'Italien, justifient leur attitude par le respect qu'ils auraient, de « l'indépendance de chaque parti frère ». En fait, les groupes dirigeants de ces partis, sont soucieux d'assurer leur « indépendance », non seulement à l'égard des révisionnistes russes, — ce qui serait louable, — mais surtout à l'égard du marxisme-léninisme.

Le refus des dirigeants roumains et italiens de s'associer à la campagne mondiale anti-chinoise qui a suivi les incidents de l'île Tchen-Pao, à la frontière sino-soviétique est le reflet de cette « indépendance ».

Les marxistes-léninistes, dans la mesure où ils considèrent les révisionnistes russes comme danger principal pour le mouvement révolutionnaire mondial, — se félicitent de l'approfondisssement des divergences inter-révisionnistes, qui affaiblissent la position de la clique Brejnev-Kossyguine (1).

Mais il est clair que, sur le plan théorique, le « polycentrisme » italien, roumain (ou coréen...) est aussi condamnable que la prétention des dirigeants révisionnistes du P.C.U.S. d'imposer à l'ensemble du mouvement communiste international, leur ligne de trahison et de restauration du capitalisme.

Le communiqué publié le 30 mai à Moscou, reflète l'incapacité des états-majors révisionnistes à se mettre d'accord sur le moindre point concret. Il indique en effet que figureront à l'ordre du jour :

— un document principal intitulé « Les tâches actuelles de la lutte anti-impérialiste et l'unité d'action des partis communistes et ouvriers, de toutes les forces anti-impérialistes » ;
— un appel à la lutte pour la paix ;
— une adresse à propos du 100e anniversaire de la naissance de Lénine ;
— une déclaration de solidarité avec le peuple vietnamien.

Il est fort remarquable que le Parti des Travailleurs du Viêt-nam et le Parti Populaire Révolutionnaire du Sud-Viêt-nam, précisément, n'ont assisté à aucune des conférences de scission convoquées par les révisionnistes russes. Ils n'assistent pas davantage à celle du 5 juin, montrant ainsi leur sentiment sur la « solidarité » des cliques révisionnistes.

Les Partis Communistes Asiatiques (Thaïlande, Birmanie, Malaisie, Indonésie, Philippines, etc.) qui sont à la tête de la lutte armée dans leurs pays respectifs, boycotteront, eux aussi, cette réunion, comme toutes les précédentes. Il en sera de même des partis et organisations marxistes-léninistes d'Amérique latine, qui ont engagé la lutte contre l'impérialisme yankee.

Quant aux révolutionnaires arabes, qui savent à quoi s'en tenir sur la complicité russo-américaine pour tenter d'étrangler la résistance palestinienne, ils n'ont que mépris pour les conférences contre-révolutionnaires de Moscou ou d'ailleurs.

Un rassemblement de bureaucrates usurpateurs et de valets politiques sous la houlette du social-impérialisme russe (où l'unité ne régnera que dans la mesure où les grands problèmes seront laissés de côté)., un colloque de cliques rivales, qui joueront, encore plus mal que par le passé la comédie de « l'Unité » alors que chacune ne pense qu'à ce qui bout dans sa marmite, voilà la « Conférence de Moscou ».

Le monde n'en sera pas bouleversé. Tout au plus, les peuples l'enregistreront-elle comme une nouvelle étape de la trahison et de la dégénérescence révisionnistes. C'est pourquoi ils tourneront plus que jamais leurs regards vers la grande Chine populaire, bastion mondial du socialisme, où le IXe Congrès du Parti Communiste, qui vient de s'achever par le triomphe du marxisme-léninisme, de la pensée de Mao Tsé-toung, marque la défaite irrémédiable des tenants chinois du révisionnisme, — et vers l'héroïque Albanie socialiste, exemple et source d'inspiration pour tous les révolutionnaires.

Malgré sa puissance apparente, le camp révisionniste est condamné. Sa décrépitude est chaque jour plus visible. Complice et rival de l'impérialisme, il connaîtra inévitablement la même triste fin que celui-ci.

Puisque Brejnev et ses complices ont osé placer leur « conférence » sous le signe du 100e anniversaire de la naissance de Lénine, nous leur disons qu'il existe effectivement, de par le monde, des millions de révolutionnaires qui ont relevé le drapeau de Lénine, et qui se préparent à faire au révisionnisme de joyeuses funérailles.

(1) Le texte a été rédigé la veille de l'ouverture de la conférence. Le déroulement de celle-ci, placée sous le signe des calomnies contre la Chine populaire et le marxisme-léninisme, ne fait que confirmer cette analyse, et le fait d'une collusion anti-communiste mondiale de « l'impérialisme à deux têtes : U.S.A.-U.R.S.S. ».

SOLIDARITE PROLETARIENNE

A la suite de l'odieux attentat dont a été victime notre camarade R. Casas de la part des sociaux fascistes du P. « C. » F., notre journal a reçu de nombreuses marques de solidarité, de nombreuses protestations des Comités d'Action, Comités de Base, Comités de Soutien de l'H.R.

C'est ainsi que dans l'usine où travaille notre camarade, une pétition de solidarité dénonçant le social fascisme du P. « C. » F. a été lancée par 50 travailleurs, — anciens résistants pour la plupart — prenant eux-mêmes en main la défense de notre camarade, face au parti révisionniste, face à la justice de classe.

HALTE AUX AGRESSIONS RÉVISIONNISTES !

Comme l'explique le tract ci-joint, un militant du C.A. d'Oyonnax a été sauvagement agressé par les bonzes de la direction locale du P.C.F. ; le fait le plus significatif est que, au même moment, les gaullistes affichaient dans la ville les portraits de Pompidou en toute quiétude ; si la collusion objective était encore à démontrer, voilà qui est fait. Il fut un temps à Oyonnax où les fascistes et autres réactionnaires n'osaient pas se montrer aussi ouvertement ; ces temps-là, hélas, sont révolus. Le P.C. préfère « casser du gauchiste », sans doute pour donner au gouvernement des garanties de docilité et montrer son sens du légalisme.

L'indignation a été vive dans la ville : la logique des réactionnaires est de « soulever une pierre pour se la laisser retomber sur le pied » ; les révisionnistes du P. « C. » F. n'échappent pas à cette logique ; plus nous recevrons de coups et plus nous serons déterminés à poursuivre le combat ; à la suite de la dénonciation de cette agression, nous avons eu des manifestations de sympathie et un jeune a rejoint le C.A. ; où l'on voit que les bonzes ont obtenu l'effet contraire de celui escompté. Et il en sera toujours ainsi.

Oyonnax : nuit du 29 au 30 mai : huit contre un.

Dans la nuit du 29 au 30 mai, un instituteur d'Oyonnax dont on connaît les sympathies pour le Comité d'Action Oyonnaxien (C.A.O.) a été victime d'une lâche agression de type fasciste commise par les larbins C.R.S. du Parti Communiste Français.

Alors qu'il était à l'intérieur de sa voiture garée le long du trottoir devant l'école de la place des Déportés, notre ami a été extirpé de son véhicule et frappé sauvageusement par huit sinistres révisionnistes du P. « C. » F., armés de bâtons, qui l'ont ensuite traîné par terre, et laissé perdant son sang.

DE TELS ACTES DOIVENT ETRE VIGOUREUSEMENT DENONCES PAR LA POPULATION D'OYONNAX.

ILS NOUS PERMETTENT DE TIRER CERTAINES CONCLUSIONS :

1. Cette façon de procéder révèle que, pour les bureaucrates du P. « C. » F., le passage au socialisme serait pacifique avec la bourgeoisie et ses défenseurs (armée, C.R.S., C.D.R., etc.), par contre, pour ces renégats du socialisme, l'obstacle le plus dangereux est représenté par les militants progressistes et révolutionnaires.

2. Le P. « C. » F. se démasque comme garant de l'ordre établi. Marcellin n'a pas besoin de lâcher ses C.R.S., le P. « C. » F. se charge de la répression. On aimerait voir le P. « C. » F. montrer autant de détermination à combattre les patrons-négriers d'Oyonnax.

3. Mais, en fait, les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., parce qu'ils trahissent chaque jour davantage les enseignements de Marx et de Lénine ne peuvent plus mener un combat juste, et préfèrent à l'éducation politique et à la lutte contre les capitalistes, le lâche attentat individuel contre les véritables militants.

4. Peu après l'agression de notre ami, sous le pont de chemin de fer, trois de nos militants devaient battre en retraite devant une bande d'U.D.R. matraques en main, protégeant les colleurs d'affiches de Pompidou.

Les travailleurs ne manqueront pas de faire le rapprochement qui s'impose. Les révisionnistes du P. « C. » F. et l'U.D.R. ne représentent que deux aspects d'une même politique : soutien au capitalisme et à l'exploitation patronale à Oyonnax (et ailleurs).

Le C.A.O. ne confondra jamais les militants de base du P. « C. » F. avec les dirigeants qui les dupent et leur font croire qu'ils défendent les intérêts de la classe ouvrière.

Les agressions aventuristes des dirigeants révisionnistes aideront les travailleurs honnêtes à les démasquer. Pour empêcher de nouveaux attentats, le C.A.O. ne compte pas sur la justice et la police bourgeoise mais sur la protection de la bourgeoises mais sur la protection de la

MANIFESTEZ VOTRE INDIGNATION AUPRES DES DIRIGEANTS DU P. « C. » F. - U.D.R. ET REJOIGNEZ LES RANGS DU C.A.O. !

Comité d'Action Oyonnax.

Le gérant responsable : M. DURAND. Distribué par les N.M.P.P., 111, rue Réaumur, PARIS (2e). Commission Paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) Dépôt légal 2e trimestre